

ledélit

Publié par la Société des publications du Daily, une association étudiante de l'Université McGill.

Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.

Tabarnouche, c'est les ténèbres depuis 1977.

Mercredi 28 octobre 2026 | Volume 118 Numéro 6

CAMPUS

Une démission, une élection, des questions…

Le vote pour pour la présidence de la MUS se clôture ce soir.

Une démission qui a occupé de nombreux esprits au sein de l'Association étudiante de premier cycle de la Faculté de gestion Desautels (MUS), et une élection pour tourner la page. Depuis le début du mois, la cinquième faculté la plus grande de l'Université McGill est en plein tumulte.

La démission du président de la MUS, Daniel Jennings, le 9 octobre, a déclenché des élections partielles dont le vote s'achève ce soir, mercredi 28 octobre, à 19 h. Les plus de 3 500 étudiants de la faculté choisiront alors qui succèdera au président intérimaire Engueran Turmel-Josek : l'actuelle vice-présidente aux affaires académiques Lisa Marie (Mars) Bitout ou le candidat *outsider* Mayeul Hardy.

Une démission qui fait parler

Le communiqué officiel de la MUS, publié le 9 octobre sur Instagram pour annoncer la démission de Daniel Jennings, n'en fait aucune mention, mais les raisons de ce départ ont suscité de nombreuses discussions dans les couloirs de l'édifice Bronfman. La désactivation des commentaires sur la publication n'y a rien fait, et très vite, plusieurs hypothèses ont été émises. Une semble désormais avoir conquis les têtes mcgilloises.

Le Délit a pu observer des messages envoyés par un•e membre du comité exécutif de la MUS affirmant qu'un processus de destitution allait être engagé, ce qui aurait incité Jennings à démissionner Ces messages font état d'allégations d'inconduite à son endroit, que Le Délit n'a pas été en mesure de vérifier de manière indépendante. Il est toutefois clair que les rumeurs circulant à son encontre ont pris suffisamment d'ampleur pour bouleverser la bienséance de l'exécutif de la MUS.

Contacté par Le Délit, Daniel Jennings a refusé de commenter, citant l'existence de « *rumeurs erronées et négatives* (*tdlr*) ». De son côté, la MUS ne souhaite plus commenter sur la situation. L'association étudiante se veut toutefois rassurante au sujet de la transition présidentielle. « *Les projets lancés avant les élections se poursuivront, chaque membre du Conseil restant attaché aux initiatives mises en place au début de son mandat* », confie au Délit Valérie Yeung, vice-présidente aux communications. « *Parmi celles-ci figurent, entre autres, une meilleure visibilité des ressources de tutorat, des campagnes mettant à l'honneur les anciens élèves, l'élaboration d'un guide PASL, ainsi que la poursuite du succès des concours annuels d'études de cas et des conférences.* »

Une campagne agitée

La constitution de la MUS prévoit que, en cas de démission du président, celle ou celui occupant le poste de vice-président aux affaires académiques assure la transition et assume le rôle de président intérimaire. Pourtant, Mars Bitout, qui occupe le poste depuis son élection à la fin de la session d'hiver 2026, a laissé la responsabilité au suivant dans la hiérarchie, le vice-président aux affaires financières Engueran Turmel-Josek. C'est à ce moment que la campagne est lancée.

« *Le règlement est très clair concernant la participation d'un candidat au comité électoral : si j'avais accepté ce poste, je n'aurais pas pu me présenter* », confie Mars Bitout au Délit. « *J'ai refusé ce poste dès que le président a démissionné; je savais que je devais réfléchir à la suite des événements avec beaucoup de prudence et de rapidité.* »

La candidate se présente avec l'espoir que son expérience convaincra. Sénatrice en U1, coordonnatrice de l'annuaire des cours par la suite, désormais vice-présidente aux affaires académiques, son CV ne fait pas débat. Son programme est dense, avec une évidente inspiration puisée dans son parcours au sein de la MUS. Soutien dans la recherche de stage, centralisation de l'organisation des associations et des clubs de la faculté, et un agrandissement de son réseau avec une coordination interfacultaire approfondie dans l'optique d'une éventuelle foire des études supérieures : le choix d'une campagne académique.

Un grand contraste se dessine avec son adversaire, Mayeul Hardy, qui ne rejette pas son titre deß candidat *outsider*. S'il n'a jamais occupé de poste au sein de la MUS, il considère cela comme une force plutôt qu'une faiblesse. Très critique du manque de transparence du comité exécutif, particulièrement sur les questions financières et sur la démission de Daniel Jennings, il estime que la MUS a fait preuve de défaillance dans l'exercice de ses responsabilités.

Se référant au parcours de Mars Bitout au sein de la MUS, il explique dans un entretien accordé au Délit : « Elle se sent fière d'être dans le MUS depuis trois ans, mais je ne suis pas sûr que ça soit une fierté. » Il accuse surtout l'association étudiante de favoritisme envers ses membres lors des élections et de pistonnage, favorisant une reproduction du *leadership*. « C'est toujours les mêmes qui se présentent, tous les ans. Je ne fais pas partie d'un groupe. Je suis là pour les étudiants, je ne suis pas là pour un CV. » Un dernier candidat, Nathaniel Fava, s'est désisté quelques jours avant l'ouverture du scrutin.

Un engagement incertain

Lors du débat organisé lundi 26 octobre, Mayeul Hardy s'est présenté en candidat antisystème par ses phrases courtes et sèches, qui ont suscité quelques rires moqueurs dans la salle, ainsi qu'une remise en question constante des intentions de l'exécutif actuel de la MUS. Quant à elle, Mars Bitout a misé sur le récit de son expérience et sur son programme poussé.

Le contexte de cette élection offre peu de certitude, y compris sur le taux de participation attendu. Certains étudiants de la Faculté de gestion sont décidés à se faire entendre. La quête de la stabilité au sein de l'exécutif ainsi que les rumeurs circulant autour de la démission de Daniel Jannings attirent le regard de plus d'un Deshautélien. «*D'habitude, la MUS, je m'en fiche un peu, mais avec ce qu'il se passe, je pense que j'ai besoin de voter* », confie Sacha Suadileyi, étudiant en troisième année.

Pour d'autres, les événements récents se traduisent en une désillusion et une perte de foi envers leur association étudiante. Reste à découvrir quel courant influencera le plus la communauté étudiante de la Faculté de gestion. ⃠

Félix Fournier | Le Délit



Timotée Allouch-Chantepie
Rédacteur en chef

ledélit
Le seul journal francophone de l'Université McGill

RÉDACTION
3480 rue McTavish, bureau 107
Montréal (Québec) H3A 1B5
Téléphone : +1 514 398-6790

Rédacteur en chef
rec@delitfrancais.com
Timotée Allouch-Chantepie

Actualités
actualites@delitfrancais.com
Juliette Cherifi
Minola Grent
Matteo Fracassi

Culture
artsculture@delitfrancais.com
Jiayuan Cao
Rose Langlois

Société
societe@delitfrancais.com
Juliette Aviat
Dalia Djazouli
Joséphine Miton

Coin Queer
coinqueer@delitfrancais.com
Sixtine Nicolaÿ

Coordonnatrice de la production
production@delitfrancais.com
Héloïse Durning

Visuel
visuel@delitfrancais.com
Ana Camila Torchia
Catvy Tran

Photographe
visuel@delitfrancais.com
Félix Fournier

Coordonnateur·rice·s de la correction
correction@delitfrancais.com
Naomi Degueldre
Salma Rabeil

Coordonnatrices réseaux sociaux
reso@delitfrancais.com
Catherine Brunet Rodriguez
Audrey Russier

Contributeur·rice·s
Marius Grieb, Julia Couture, Laurence Drouin, Elena Montefiori

Couverture
Ana Camila Torchia

BUREAU PUBLICITAIRE
3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale
Letty Matteo

Ventes et assistance administrative
Letty Matteo

Support graphique et technique
Mathieu Menard

Comptable
Boris Shedov

The McGill Daily
coordinating@mcgilldaily.com
Ingara Maidou

Conseil d'administration de la SPD
Timotée Allouch-Chantepie, Gali Bonin, Héloïse Durning , Sena Ho, Adair Nelson, Ingara Maidou, Vincent Maraval, Letty Matteo, Raphael Miro, Layla Lamrani, Marie Pyun

Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont celles de leurs auteur·e·s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le Délit est indépendant de l'Université McGill.
Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.

L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire. Les opinions de nos contributeur·rice·s ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction. Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mercredis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avant été auparavant réservés). L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

Affaire Ewert : qui savait quoi?

À l'Université McGill, l'accueil de Jeffrey Ewert laisse des questions sans réponse.

Jeffrey Ewert est de retour en détention. Le Service correctionnel du Canada (SCC) a annoncé le 24 octobre la suspension de sa semi-liberté, dans l'attente d'un examen plus approfondi de sa situation. Sa présence à la Faculté de droit de McGill avait suscité des inquiétudes étudiantes et conduit l'Université à examiner ses propres pratiques. Si son retour en détention modifie la situation immédiate, les questions sur son accueil demeurent : quelles mesures concrètes avaient été prévues pour organiser sa présence sur le campus et comment l'Université McGill a-t-elle répondu aux préoccupations de sa communauté?

Une présence qui suscite de nombreuses interrogations

En 1984, Jeffrey Ewert a été reconnu coupable de meurtre au deuxième degré et de tentative de meurtre pour deux attaques commises contre une femme et une adolescente en Colombie-Britannique. Condamné à la prison à perpétuité, il avait obtenu depuis 2025 un régime de semi-liberté, prolongé de six mois en juin 2026. Il est important de noter que Ewert avait effectué une demande de semi-liberté en 2022, qui lui avait été refusée, son risque de récidive jugé trop élevé. Il a finalement obtenu ce statut après avoir contesté la décision, affirmant que les principes Gladue - arrêt clé en droit autochtone - n'avaient pas été suffisamment pris en compte. La semi-liberté, accordée pour six mois au maximum et pouvant être renouvelée par périodes supplémentaires, permet de participer à des activités de réinsertion dans la collectivité tout en imposant de retourner chaque soir dans un établissement résidentiel communautaire ou un pénitencier. C'est dans ce cadre que Ewert a entrepris ses études à McGill, où il fréquentait les cours et les événements de la Faculté de droit depuis août.

Selon les documents de libération conditionnelle, son risque de récidive se situait dans la catégorie modérée dans les conditions d'encadrement prévues. La Commission des libérations conditionnelles a toutefois exprimé des préoccupations concernant ses interactions avec les femmes et ses attitudes à leur égard. Ewert fait par ailleurs l'objet d'une exclusion temporaire du campus depuis le 6 octobre. Dans une lettre ouverte, des étudiants en droit ont formulé des allégations de contacts physiques inappropriés avec des étudiantes et dénoncé certaines de ses interactions sur les réseaux sociaux. Son avocate, Nora Demnati, a mis en garde contre des conclusions fondées sur des informations partielles ou sorties de leur contexte. Les motifs précis de la décision de McGill n'ont pas été détaillés lors de son échange avec Le Délit.

La découverte de ses antécédents – des condamnations pour meurtre au deuxième degré et tentative de meurtre – a suscité des réactions divergentes : la possibilité d'une réinsertion par l'éducation côtoie des inquiétudes concernant la sécurité des étudiants et le manque d'information à propos de ce sujet. L'affaire soulève ainsi une question qui dépasse la décision d'admission: comment l'Université prépare-t-elle, accompagne-t-elle et accepte-t-elle une telle situation?

Avant l'arrivée : un encadrement à préciser

Sollicitée par Le Délit, l'Office de la communication et des relations externes de McGill a décliné une entrevue et transmis une déclaration écrite. L'Université y indique que la vérification des antécédents judiciaires ne fait généralement pas partie des processus d'admission des universités canadiennes. Invoquant les lois québécoises sur la protection des renseignements personnels, elle refuse de commenter les circonstances individuelles du dossier.

Sa réponse ne précise donc pas quels services connaissaient la situation d'Ewert avant son arrivée, ni si des dispositions particulières avaient été établies. Nora Demnati affirme pourtant à CBC que McGill était consciente de ses antécédents et de son statut lors de sa candidature. L'absence de ces précisions ne démontre toutefois pas l'existence d'un encadrement prévu pour la situation.

Dans son communiqué écrit, McGill explique qu'elle collaborerait avec les organismes gouvernementaux concernés, notamment le SCC, si des renseignements préoccupants lui étaient signalés. Elle pourrait également utiliser les mécanismes prévus par ses politiques internes, dont son Code de conduite de la personne étudiante.

L'Université décrit ainsi les mesures qu'elle peut prendre, sans préciser comment elle s'était préparée à l'arrivée d'Erwert sur le campus. L'admission, les conditions de libération et l'accès aux espaces universitaires relèvent de décisions distinctes, dont la coordination reste à clarifier : qui était responsable du suivi et selon quels critères les mesures en place étaient-elles évaluées?

Une réponse après le début de l'année

Dans un message adressé à la communauté mcgilloise le 16 octobre, Angela Campbell, provost et vice-rectrice principale aux études, indique que l'administration a reçu, seulement après la rentrée, des informations soulevant des inquiétudes pour la sécurité et le bien-être des étudiants.

« Nous avons pris des mesures réfléchies et fermes », écrit-elle. Elle précise qu'Ewert n'est pas venu sur le campus depuis début octobre et que sa situation fait l'objet d'un examen, sans identifier les services responsables de ce dernier. McGill a également communiqué avec les corps gouvernementaux responsables de la surveillance des personnes en liberté conditionnelle, sans préciser lesquels, à quelle date, ni la teneur des échanges.



Catvy Tran | Le Délit

> « La possibilité d'une réinsertion par l'éducation côtoie des inquiétudes concernant la sécurité des étudiants et le manque d'informations à ce sujet.»

Angela Campbell reconnaît également que des membres de la communauté s'inquiètent et se demandent pourquoi ils n'ont pas été pleinement informés plus tôt. « Ces préoccupations sont légitimes, et nous les prenons très au sérieux », écrit-elle.

Le manque d'information au coeur des préoccupations

Pour une étudiante à la Faculté de droit qui a souhaité garder l'anonymat, l'information est d'abord venue d'une amie ayant lu des articles de presse. Elle côtoyait pourtant déjà Jeffrey Ewert dans un cours d'une quinzaine de personnes, s'asseyait à ses côtés et avait effectué des travaux d'équipe avec lui.

Depuis que l'affaire a éclaté, l'étudiante explique s'être principalement renseignée par les médias et les échanges entre étudiants avant le message du 16 octobre. Elle aurait souhaité recevoir davantage de contexte pour décider de ses interactions en connaissance de cause lorsqu'il était encore présent sur le campus et pour comprendre la situation.

Son témoignage met en lumière une attente envers le cadre universitaire : elle ne s'attendait pas à devoir envisager des précautions particulières avec une personne de sa classe. Bien que cette expérience individuelle ne permette pas de mesurer l'opinion de toute la faculté, elle illustre cependant la manière dont le manque d'information peut peser sur des relations quotidiennes jusque-là ordinaires.

Les positions divergent parmi ses camarades. Selon l'étudiante, certains jugent injuste de priver Ewert d'une possibilité de réintégration dans la société, tandis que d'autres s'inquiètent de sa proximité quotidienne avec des jeunes femmes. Ces préoccupations ne constituent pas nécessairement un rejet de la réinsertion : elles portent aussi sur son encadrement dans un milieu universitaire. L'étudiante reste elle-même partagée. À ses inquiétudes s'ajoute un malaise face au changement d'attitude envers Ewert, auparavant perçu comme un camarade agréable. Cette mise à l'écart l'amène notamment à s'interroger sur les conséquences d'une aliénation plus générale tout au long de son parcours de réinsertion.

Confidentialité et transparence

La demande de transparence couvre en réalité deux questions. La première concerne l'accès aux renseignements individuels, tandis que la seconde concerne les règles du jeu qui, dans l'administration, est chargé de faire le lien avec les organismes de surveillance? Comment un signalement circule-t-il entre les services? À partir de quel moment la communauté doit-elle être avertie?

L'Université fait valoir que la confidentialité protège à la fois l'étudiant concerné et les personnes qui ont exprimé des inquiétudes. De leur côté, des membres de la communauté, dont l'étudiante interrogée par Le Délit, disent avoir souhaité davantage de contexte pour avoir la possibilité de décider de leurs interactions tout en étant conscients de la situation. Les deux positions ne s'excluent pas mutuellement, mais l'information disponible publiquement ne permet pas de dire où l'Université se positionne aujourd'hui entre les deux. Le retour d'Ewert en détention ne tranche pas cette question. Le SCC poursuit l'examen de sa situation, tandis que celui mené par l'Université n'a pas de calendrier ni de forme connus. ⊘

Juliette Cherifi
Éditrice Actualités

Premier mandat de grève pour l'AMPFA

L'association des professeurs de la Faculté des arts peut désormais partir en grève.

Pour la première fois depuis sa création, L'Association mcgilloise des professeurs de la Faculté des arts (AMPFA) se dote d'un mandat de grève.

Qu'est-ce que cela signifie?

Un mandat de grève n'est pas synonyme d'une grève imminente; il garantit uniquement le droit aux professeurs d'appeler à une grève d'une durée maximale de cinq jours au moment opportun. L'adoption de ce mandat a été le fruit d'un processus interne avec l'appui de 86 % des membres de la faculté.

Les inégalités de statut au sein du corps académique sont au cœur des revendications. En effet, les membres du personnel académique contractuel (CAS) bénéficient d'une sécurité d'emploi limitée et d'une représentation moindre au sein de l'administration que les professeurs occupant un poste menant à la permanence (*tenure track*).

Catherine Leclerc, professeure au département des littératures de langue française et présidente de l'AMPFA, précise qu'un professeur contractuel viendrait notamment « dernier » lors du processus de négociation pour choisir les cours offerts l'année suivante.

La différence s'explique par la réalisation de tâches différentes en fonction du contrat. Les activités d'un professeur contractuel reposent sur trois piliers : l'enseignement, la recherche et le service administratif (gestion d'un département, par exemple).

> « Plus une question de statut et de sécurité d'emploi»

Les professeurs CAS ne réalisent que deux de ces tâches : l'enseignement et le service administratif. Catherine Leclerc précise toutefois au Délit que de nombreux professeurs contractuels réalisent un travail très similaire aux professeurs titulaires. Ils ne peuvent cependant pas obtenir la permanence – et les avantages que ce changement de statut pourrait leur apporter, car ils ne participent pas aux recherches.

C'est notamment le cas des professeurs de langue à qui « on demande de faire moins de recherche, mais qui continuent de faire tourner et de superviser des programmes ».

Catherine Leclerc ajoute cependant que les revendications au niveau des différences entre les membres du corps académique sont « plus une question de statut et de sécurité d'emploi » qu'une question « salariale ». Une hausse de salaire est à tenir en compte, mais l'objectif principal est la création d'un nouveau statut entre les CAS et les professeurs permanents pouvant mener des professeurs qui ne font pas de recherche vers la permanence.

Quel impact pour les étudiants?

Dans le cas d'une grève, l'impact sur les étudiants dépendrait de la durée du mouvement. Si les cinq jours sont utilisés en une fois, les cours seraient annulés et la remise de notes ou d'informations retardée en fonction du professeur concerné.

Pour l'instant, Catherine Leclerc considère que « la situation idéale serait de ne pas devoir l'utiliser ».

Comme le but d'une grève reste de créer un effet de surprise, nous ne serons tenus au courant que très peu de temps en avance. La Faculté des arts n'est pas la première faculté de McGill à s'être dotée d'un mandat de grève. Elle rejoint l'École d'éducation permanente et la Faculté d'éducation.



Catvy Tran | Le Délit

Kyle Kubler, trésorier de l'AMPFA et professeur en communication, précise que les différences de dotation de mandat sont en général expliquées par « l'ancienneté variable des différentes associations ».

Ce mouvement illustre alors les premières concrétisations de la vague de syndicalisation qui a frappé l'université ces dernières années. ⃠

Matteo Fracassi
Éditeur Actualités

Le 17 octobre – édition québécoise

Entre soutien à la France et revendications québécoises

Héloïse Durning
Coordinatrice de production

Au square Phillips, ce 17 octobre, un groupe de passants s'arrête pour observer le rassemblement autour de la fontaine.

Tout autour de la place, des policiers en uniforme surveillent en silence le déroulement de l'événement : plusieurs centaines de personnes sont rassemblées, portant des pancartes avec des « *Generation 6-7 is the new Mai 68* » et « C'est le système entier qui nous pisse dessus! ».

Debout au milieu du square, on peine à s'entendre parler au-dessus des slogans scandés par la foule : « So-So-So, solidarité avec les lycéens! Même crise, même combat, la France montre la voie! »

La manifestation était organisée par l'Union étudiante du Québec (UEQ) et la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), aux côtés de France Insoumise Montréal (une antenne locale du parti français La France Insoumise (LFI)) et du Parti communiste révolutionnaire.

Elle avait pour objectif d'exprimer un soutien aux manifestations en France et de porter des revendications similaires pour le Québec.

Frédéric Beaudet, secrétaire général de la FAÉCUM, a précisé les revendications propres au Québec lors d'un entretien avec Le Délit. « On se mobilise autour de quatre grands thèmes depuis le début de l'année, raconte-t-il. C'est pour ça justement qu'on a trouvé un certain écho avec ce qui se passe en France. »

Il enchaîne en déroulant leurs quatre revendications : l'augmentation du nombre de prêts et de bourses, la rémunération des stages, la lutte contre l'insécurité alimentaire et l'accès au logement.

« C'est l'austérité, puis c'est un manque d'investissement dans la relève, dans l'enseignement supérieur », dénonce-t-il. Selon lui, si le mouvement d'ici prenait l'envergure de celui en France, ce serait idéal, mais il sait que cela n'arrivera probablement pas.

> « Beaudet dit vouloir profiter de l'élan des manifestations françaises pour mettre en avant les revendications québécoises »

Beaudet dit vouloir profiter de l'élan des manifestations françaises pour mettre en avant les revendications québécoises. « Pour nous, c'est surtout pour faire réaliser au nouveau gouvernement [de Paul St-Pierre Plamondon] qu'il y a ces enjeux-là au sein de la communauté étudiante québécoise. »

Un autre enjeu est au cœur des préoccupations des manifestants : les violences policières.

Nombreux sont ceux qui portent des pancartes faisant référence aux interventions jugées disproportionnées des forces de l'ordre françaises contre les lycéens, ou encore des références à l'agent du SPVM ayant uriné sur un sans-abri quelques jours plus tôt.

Présente aux côtés des associations étudiantes, il est impossible d'ignorer la présence de la Ligue marxiste révolutionnaire québécoise avec leur stand et leurs nombreuses pancartes, ou encore la France Insoumise Montréal, dont les drapeaux roses et violets flottent au-dessus du cortège.



Sixtine Nicolaÿ | Le Délit

Un représentant de la Ligue marxiste explique que « c'est dans ces moments que les masses regardent autour », et que la Ligue y voit l'occasion de se présenter comme une alternative à d'autres partis de gauche, moins radicaux. Selon lui, il faudrait, « prendre cette colère et la rediriger vers un changement de société, vers le communisme. »

LFI, de son côté, use de sa présence pour souligner son soutien aux lycéens français.

Le parti dénonce également la forte répression policière en France, sans pourtant formuler de revendication propre au Québec.

Le cortège est ensuite parti du square Phillips, a bifurqué vers la rue Sherbrooke et s'est achevé devant le consulat général de France.

Selon Radio-Canada, les manifestants y ont déposé une toilette devant les policiers antiémeute, en référence au policier du poste 21 qui se serait filmé en train d'uriner sur des personnes en situation d'itinérance.

Une manifestation contre la brutalité policière a d'ailleurs été organisée le samedi 24 octobre. ⃠

Sixtine Nicolaÿ
Éditrice Coin Queer

Plus de 130 jours de manifestation en Albanie

Des revendications variées mais visant un seul but.



Image via Wikimedia

Depuis quelques jours, les manifestations, qui jusque-là étaient pacifistes, ont pris une tournure plus violente. Le jeudi 22 octobre, pendant une séance parlementaire en Albanie, des députés de l'opposition ont confronté Edi Rama, le président du pays, avec des photos d'un manifestant blessé par la police lors de protestations, l'accusant de cibler ceux demandant sa démission. S'en est suivie une bousculade durant laquelle de l'eau et divers papiers ont été lancés en direction du président.

Les yeux braqués sur la France

Alors que depuis septembre dernier, les yeux du monde sont tournés vers les revendications de la population française, les Albanais sont dans les rues de Tirana, la capitale, depuis mai 2026. Le développement contestataire actuel que connaît la France est similaire à celui que l'Albanie a initié : une communauté lance l'alerte et est vite rejointe par le reste du pays.

L'étincelle de trop

Un outrage général, surnommé la révolution du flamant rose, s'est répandu fin mai 2026. L'élément déclencheur : un projet immobilier d'hôtellerie mené par Jared Kushner, époux d'Ivanka Trump, la fille du président américain. Les manifestants demandaient l'annulation du projet en raison du risque qu'il pose pour la conservation de l'île Sazan, qui abrite d'importantes colonies de flamants roses. « Notre gouvernement est corrompu. Il est prêt à vendre l'Albanie au plus offrant », explique un manifestant à ICI-Radio Canada.

Le mouvement a par la suite pris de l'ampleur grâce aux étudiants et aux professeurs qui dénoncent les mauvaises conditions d'études et les frais de scolarité qui ne cessent d'augmenter. Les jeunes étudiants affirment vouloir se bâtir un avenir en Albanie, pas à l'étranger, et que, pour ce faire, les choses doivent changer.

À cela s'ajoute un mécontentement général quant à la hausse démesurée du coût de la vie. Avec des salaires et des fonds de retraite insuffisants, les Albanais se plaignent de devoir occuper plusieurs emplois afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs parents.

Nouvelles mesures anti-manifestation

Depuis le début des protestations, les manifestants appellent à la démission du président, Edi Rama. Au pouvoir depuis 2013, les accusations de corruption se sont sans cesse multipliées, mais il refuse d'abdiquer. Le président invite plutôt la population à rester ouverte au dialogue et à s'unir au gouvernement afin de traverser ensemble ce qu'il qualifie de « mauvaises heures ».

Edi Rama condamne l'éclat de violence des derniers jours et dit vouloir resserrer les mesures de gestion des foules en s'inspirant du modèle français. En plus de l'usage de jets d'eau et de gaz lacrymogène, il serait alors attendu que quiconque dissimule son identité ou choisit de rester aux côtés d'une foule violente serait passible d'une amende de 500 €. Lors des manifestations de la semaine du 18 octobre, environ 300 personnes ont été blessées, parmi lesquelles se trouve des manifestants et des policiers.

Dans les médias américains, la crise en Albanie est très peu médiatisée. *Le Délit* a sollicité l'opinion de la communauté albanaise à McGill à travers la Balkan Students' Society of McGill University mais n'a reçu aucune réponse.

Minola Grent
Éditrice Actualités

Un monde bâti sur du sable

Une ressource surexploitée, devenue la cible des trafiquants.

Le béton des bâtiments, le verre de vos bouteilles et de vos écrans de téléphone : une bonne partie de ce que vous touchez tous les jours est fait de sable. En mai 2026, l'ONU rappelait que le monde consomme environ cinquante milliards de tonnes de sable et de gravier par an, bien au-delà de leur rythme de renouvellement naturel. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en fait la deuxième ressource la plus utilisée au monde après l'eau, et appelle à la reconnaître comme stratégique.

Comment manquer d'une matière qui recouvre des millions de kilomètres carrés de désert? Encore faut-il que ce sable puisse servir à construire. Polis par le vent, les grains des dunes sont devenus trop ronds pour s'agréger, si bien que le béton qu'on en tirerait finirait par s'effriter. Les Émirats arabes unis, pourtant entourés de dunes, doivent ainsi importer du sable de construction. Le « bon » sable, plus anguleux, se trouve dans les rivières et sur les côtes, où on l'extrait plus vite qu'il ne se reconstitue, alors qu'il faut plus d'une tonne de sable et de gravier pour fabriquer un seul mètre cube de béton. Retiré des côtes, il laisse l'eau salée contaminer les nappes d'eau douce, ce qui menace l'eau potable et l'agriculture, selon le PNUE.

La demande mondiale de sable, qui a triplé entre 2000 et 2020, alimente un trafic illégal. Au Maroc, le PNUE parle même de véritables « mafias du sable ». Ces réseaux visent surtout les plages, dont le sable est facile à prélever et bon marché. Les vagues l'ont déjà lavé et calibré, et il ne reste qu'à le pelleter dans un camion. La plupart des plages marocaines appartiennent au domaine public. Leur sable n'est pas libre pour autant, puisque le prélever sans autorisation est passible d'un à cinq ans de prison, mais il devient une source « gratuite » pour qui ose enfreindre la loi. Entre Essaouira et Safi, sur la côte atlantique, une grande plage a laissé place à un paysage de rochers. Au nord du pays, « sur certaines plages, le sable a quasiment disparu », constatait en 2019 un militant écologiste cité par l'AFP.

Petr Kratochvil @ PublicDomainPictures.net



Selon un rapport du PNUE paru la même année, la moitié du sable utilisé chaque année dans la construction marocaine, soit 10 millions de mètres cubes, provenait d'une extraction illégale. En septembre dernier, l'hebdomadaire TelQuel décrivait l'exploitation illégale comme la plus grande plaie du secteur, au point de menacer la solidité des infrastructures construites avec ce sable. Un an plus tôt, un syndicat de camionneurs de Tanger dénonçait déjà auprès des autorités ces camions clandestins qui pillent la côte jusqu'à Asilah sans jamais être interceptés.

En Inde, où l'essor de la construction fait prospérer ces réseaux, ceux qui s'y intéressent de trop près prennent de vrais risques. Le journaliste Sandeep Sharma, qui travaillait sur la mafia du sable, est mort en mars 2018 sous les roues d'un camion-benne qui lui a foncé dessus. Sa mort n'a rien d'un cas isolé. Selon Reporters sans frontières, les journalistes qui enquêtent sur ces trafics sont régulièrement victimes de représailles violentes. Sur les 28 reporters tués en Inde entre 2014 et 2024, près de la moitié enquêtaient sur l'environnement, et plusieurs d'entre eux sur la mafia du sable.

> « Au nord du [Maroc], "sur certaines plages, le sable a quasiment disparu", constatait en 2019 un militant écologiste cité par l'AFP »

Le béton des immeubles que vous croisez chaque jour à Montréal vient sans doute de beaucoup plus près, et pas des plages. Lourd et bon marché, le sable perd vite sa valeur quand il voyage, si bien qu'au Québec, on exploite en priorité les gisements les plus proches des villes. Le ministère des Transports recense même des carrières de pierre jusque sur l'île de Montréal, à Montréal-Est, et cette roche, une fois concassée, peut remplacer le gravier, voire le sable, dans le béton. Cette extraction est encadrée par un règlement provincial, mais le va-et-vient des camions use les routes des municipalités qui accueillent ces sites. La loi oblige donc chacune d'elles à prélever une redevance sur chaque tonne qui quitte le site, pour financer les réparations.

Si rien ne change, la demande de sable pourrait doubler d'ici 2060, selon des projections de l'OCDE reprises par l'ONU. Pour l'éviter, le PNUE mise sur le recyclage des matériaux de démolition ou sur le sable tiré des résidus miniers, et recommande d'interdire tout prélèvement sur les plages. Le lendemain du 4 à 7, le mal de tête est inévitable, mais pas le gaspillage : une fois recyclées, les bouteilles de la veille serviront à en fabriquer de nouvelles, avec moins de sable neuf. Pour le mal de tête, en revanche, le rapport de l'ONU n'a encore rien prévu.

Joséphine Miton
Éditrice Société

ENQUÊTE

Coalition contre la crise du logement

Le squat politique, un symbole de la lutte contre la hausse des loyers.

Statistique écœurante : entre 2019 et 2025, les loyers à Montréal ont bondi de 71 %. Comment expliquer cette spirale inflationniste aux répercussions importantes sur le pouvoir d'achat? D'après le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), cette crise est ni un fait isolé, ni un fait divers, mais bien un phénomène multiforme, et surtout politique.

C'est en vue de ce constat que le groupe s'est mobilisé le 28 septembre dernier pour faire entendre ses revendications par moyen d'une action citoyenne inédite à Montréal depuis 2001 : un squat politique. Durant cet événement hautement médiatisé, quinze militant·e·s ont occupé un triplex vacant dans le quartier de Côte-Saint-Paul en marge des élections provinciales, avant d'être expulsé·e·s par le Service de police de la Ville de Montréal quatre jours plus tard.

En solidarité avec les habitants du quartier, Noémie Beauvais, organisatrice communautaire au sein du RCLALQ, nous raconte le récit d'une action collective se voulant perturbatrice, faite à visage découvert et dans un but clair : appeler le gouvernement à agir contre la hausse des loyers. Mais, avant de nous plonger dans le cœur de l'actualité, Beauvais fait le point sur les causes structurelles de la crise.

Tout d'abord, elle souligne un enjeu critique : la financiarisation du bien logement. Elle déplore la « logique de marchandisation », qui produit une « [incitation à] monter les prix ». S'ajoute à cela une *trend*, c'est-à-dire surenchère culturelle, qui incite à « *flipper* » (rénover pour revendre à un prix plus élevé) de l'immobilier pas cher. Sous ce régime de normalité, le logement passe d'un bien d'usage à un bien d'échange, qu'on appelle ironiquement « immobilier ». Quand de grands fonds d'investissement et des individus en quête d'argent facile s'emparent de cette norme économique, le marché se soumet à la spéculation et n'est plus gouverné par la demande économique.

Dans un contexte où Airbnb, la plateforme de location pour les particuliers, exclut de plus en plus de logements du marché locatif, la raréfaction des logements abordables accompagne l'augmentation artificielle de la demande. Le tout fait augmenter le prix du logement, et donc les loyers des habitants de Montréal. Face à la crise, le Tribunal administratif du logement du Québec s'est montré, selon la RCLALQ, faible ou, du moins, mal équipé. Manque de moyen ou manque de volonté, le débat reste ouvert, mais le constat, lui, est clair : « La population en a ras-le-bol. »

C'est donc dans cette perspective que s'est déroulé le squat du 28 septembre. Au-delà de la pression politique que l'action génère, ce qui a marqué les esprits des participants a été la solidarité qu'ont montrée les habitants de Montréal, nous explique Beauvais. D'après cette dernière, des petits gestes comme des livraisons de nourriture ou même d'une toilette montrent que « les gens sont prêts à des actions un peu plus créatives et dérangeantes ».

L'appui populaire, l'aide mutuelle et la résistance pacifique sont des moyens de signaler l'ampleur de la crise. Pour être efficace, le mouvement doit porter un changement politique concret. C'est ainsi que le RCLALQ propose une première mesure tangible et accessible au gouvernement : un registre des loyers efficace et transparent – un premier pas vers la réduction du rapport de force entre propriétaires et locataires.

> « L'appui populaire, l'aide mutuelle et la résistance pacifique sont des moyens de signaler l'ampleur de la crise »

> « Elle déplore la "logique de marchandisation", qui produit une "[incitation à] monter les prix". S'ajoute à cela une *trend*, c'est-à-dire surenchère culturelle, qui incite à *"flipper"* (rénover pour revendre à un prix plus élevé) de l'immobilier pas cher »

La crise du logement à McGill

À l'Université McGill, la crise du logement est ressentie de manière variée au sein de sa population étudiante.

Pour Malika Logossou, étudiante à la maîtrise en science politique à l'Université McGill, le prix des logements la décourage de trouver un appartement près du campus.

Résidant sur la Rive-Sud de Montréal, près de Mercier, elle met environ une heure et quart pour se rendre sans traffic au campus. Avec le barrage de la voie de gauche du pont Mercier en direction de Montréal la semaine dernière, elle était forcée de partir jusqu'à deux heures trente avant son cours de 8 h 30 si elle voulait éviter le trafic de l'heure de pointe.

Ce long trajet nuit quelque peu à son expérience universitaire : « Je me retiens parfois de participer à certaines activités ou de suivre certains cours qui m'intéressent en raison de leur horaire et du trafic aux heures de pointe. »

Malgré ces déplacements éreintants, elle n'envisage pas de s'installer plus près du campus. La crise du logement la dissuade « de vouloir y déménager dans un avenir proche lorsqu'[elle] voi[t] ce qui se passe aux nouvelles, notamment le manque de logements, leurs prix et les expériences de [s]es amis qui habitent à Montréal ».

> « Elle était forcée de partir jusqu'à deux heures trente avant son cours de 8 h 30 si elle voulait éviter le trafic de l'heure de pointe »

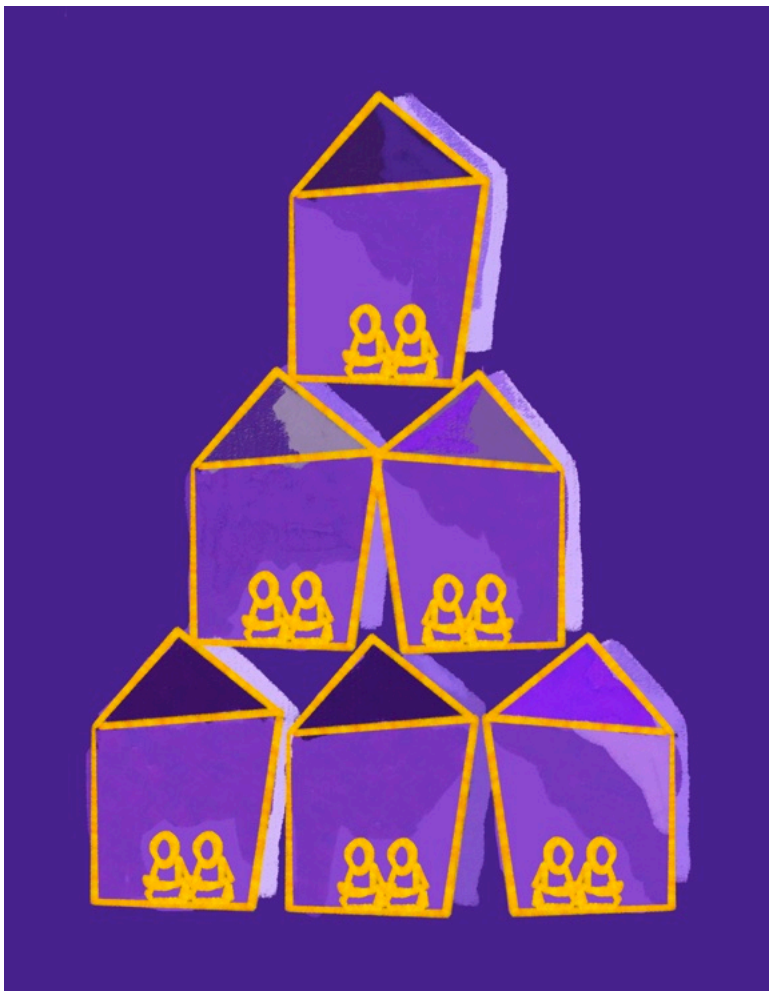
En revanche, Andalus Disparate, étudiante internationale au baccalauréat en science politique et en histoire à l'Université McGill, ne se dit pas particulièrement affectée par la crise du logement. Sa recherche d'appartement à Montréal s'est faite sans embûches : « *J'ai [...] trouvé mon appartement sur Facebook Marketplace, où il y a beaucoup d'appartements [qui ciblent] spécifiquement [...] les étudiants de McGill et de Concordia* (*tdlr*). »

Sans le vouloir, cette dynamique s'inscrit dans un phénomène de *studentification* (« étudiantisation »), une forme de gentrification entraînée par l'arrivée d'étudiants collégiaux ou universitaires dans un secteur. Ces derniers font généralement grimper la demande, ce qui incite les propriétaires à augmenter les prix des loyers. Cela a pour effet de modifier la composition économique et socioculturelle du quartier : dans ce contexte, les habitants qui y vivaient précédemment sont fréquemment aux prises avec des déserts alimentaires et commerciaux, et beaucoup finissent par devoir quitter le quartier. Les étudiants contribuent ainsi, vraisemblablement sans le vouloir, à la crise du logement.

Toutefois, selon Andalus, la réalité des étudiants internationaux n'est pas sans obstacles : « *Les étudiants internationaux sont désavantagés par leur manque de connexions et, souvent, par leur manque de famille au Canada. Cela rend la navigation pour la recherche de logement plus difficile, et [rend] probablement ces étudiants plus vulnérables à la [pénurie de logement] et à des coûts élevés.* »

Il n'est donc pas surprenant que la plupart des étudiants mcgillois ne connaissent pas le passé militant du quartier où beaucoup s'installent lors de leurs études : le « ghetto McGill », soit le quartier de Milton-Parc. Alors même qu'ils en bénéficient au quotidien, beaucoup ignorent que ce quartier possède une riche histoire de résistance contre des projets « immobiliers » comme La Cité. Avec la hausse fulgurante des loyers, il reste à voir si la lutte entamée par les anciens résidents du quartier saura être reprise par ceux qui l'habitent aujourd'hui. Une chose est claire : le squat politique dans Côte-Saint-Paul témoigne de l'esprit de contestation toujours vivant à Montréal. ⃠

Catvy Tran | Le Délit



Catvy Tran
Illustratrice
Marius Grieb
Contributeur

RÉFLEXION

La démocratie dans l'ombre des *broligarques*

Le corporatisme intrinsèque aux nouvelles technologies menace-t-il notre futur?

Vendredi dernier, le 23 octobre, l'amphithéâtre Charles F. Martin de l'Université McGill a accueilli deux invités de prestige dans le cadre de la conférence internationale *Attention: Democracy Rebuilt*. Comme tête d'affiche, Ethan Zuckerman – chercheur spécialisé dans les médias et le numérique – et Maria Ressa – journaliste, récipiendaire du prix Nobel de la paix en 2021 et coprésidente du Groupe scientifique international indépendant de l'intelligence artificielle.

Du 21 au 23 octobre, plus de 250 professionnels du monde médiatique et *leaders* mondiaux se sont réunis pour discuter de la place croissante de l'IA dans les institutions chargées de préserver la démocratie. La conversation entre Maria Ressa et Ethan Zuckerman, animée par Taylor Owens, portait spécifiquement sur les enjeux liés à l'information et à la presse – notamment sur les façons dont les grandes compagnies de technologie exploitent leurs utilisateurs pour faire des profits. L'échange n'était pas une simple conférence : il a également été enregistré pour le balado *Machines Like Us*, lancé par Owens en 2024 avec le *Globe and Mail*.

Une situation affligeante

« *J'ai l'impression d'être un mélange entre Cassandra et Sisyphe* (*tdlr*) », confie Ressa lorsque Owens lui demande son opinion sur l'IA – l'avenir s'annonce sombre, et constamment tenter d'en avertir la population peut sembler un effort vain. Elle explique que les géants de la technologie sont depuis longtemps une menace pour les démocraties, citant notamment comme exemple Mark Zuckerberg, cofondateur de Facebook. Selon elle, les nouvelles technologies telles que les réseaux sociaux et l'IA sont désormais profondément intégrées aux systèmes politiques et aux structures de gouvernance, ce qui les rend vulnérables à la manipulation des grosses corporations.

Ethan Zuckerman souligne l'énormité des projections budgétaires que le gouvernement étasunien prévoit allouer à l'IA dans les cinq prochaines années : autour de 3,6 % de son PIB. « *Leur pari est de réduire la main-d'oeuvre [...] et tout miser sur l'IA*, explique-t-il. *Leur seul moyen de faire du bénéfice est si un tiers d'entre nous perdons notre emploi.* »

Les enjeux du journalisme

Sur scène, le consensus est unanime : le journalisme traverse une période difficile. Les intervenants expliquent tour à tour comment l'intégrité de l'information est menacée par les grandes corporations, dont les impératifs économiques priment souvent sur l'intérêt du public. Les médias numériques sont plus que jamais victimes des extracteurs de données qui utilisent ensuite les informations pour nourrir leurs grands modèles de langages (GML). « *C'est comme payer quelqu'un pour qu'il vienne chez moi et vole toutes mes affaires* », ironise Ressa.

À ses yeux, le problème réside en partie dans le fait que les gouvernements se tournent principalement vers les entreprises qui développent ces technologies lorsqu'ils cherchent à mieux comprendre l'IA. La journaliste déplore également le manque de représentants du monde médiatique dans l'élaboration des politiques publiques.



Edmond Chung

L'IA et la presse, c'est un serpent qui se mord la queue. Plus l'IA gagne du terrain dans les salles de rédaction, plus le travail journalistique est perçu comme remplaçable, entraînant des compressions du personnel. Or, moins il y a de journalistes pour produire une information rigoureuse et vérifiée, plus les systèmes d'IA risquent de s'appuyer sur un système informationnel appauvri. À terme, les sources d'informations crédibles sont remplacées par du contenu dégénératif. « *On va mourir de divertissement* », lance Ressa. Elle poursuit en expliquant plus sérieusement les conséquences létales que ce phénomène peut avoir. La journaliste aborde notamment la situation des Philippines, le pays où elle habite : là-bas, les cyclones sont dévastateurs, mais à cause du manque de sources d'information fiable annonçant ces catastrophes naturelles, nombreux sont ceux qui risquent d'en payer de leur vie.

Prendre son futur en main

« *On doit arrêter l'impuissance acquise et juste avancer*, déclare Ressa. *Si on n'essaie pas, on laissera délibérément arriver la montée du fascisme* ». Si la menace des géants de la technologie – ces *broligarques*, *leaders* de la tech très influents en politique – rend le futur incertain, il ne faut pas non plus sombrer dans le cynisme et se désengager de toute forme de technologie. Une des solutions proposées est de se réapproprier l'espace numérique : se créer ses propres outils, ses propres plateformes, programmes, GLM – mais de manière éthique, non exploitante et fondée sur des valeurs communes à tous. ⃠

Héloïse Durning
Coordinatrice de production

OPINION

Quand la mode va trop loin

Est-il raisonnable de se blanchir l'anus?

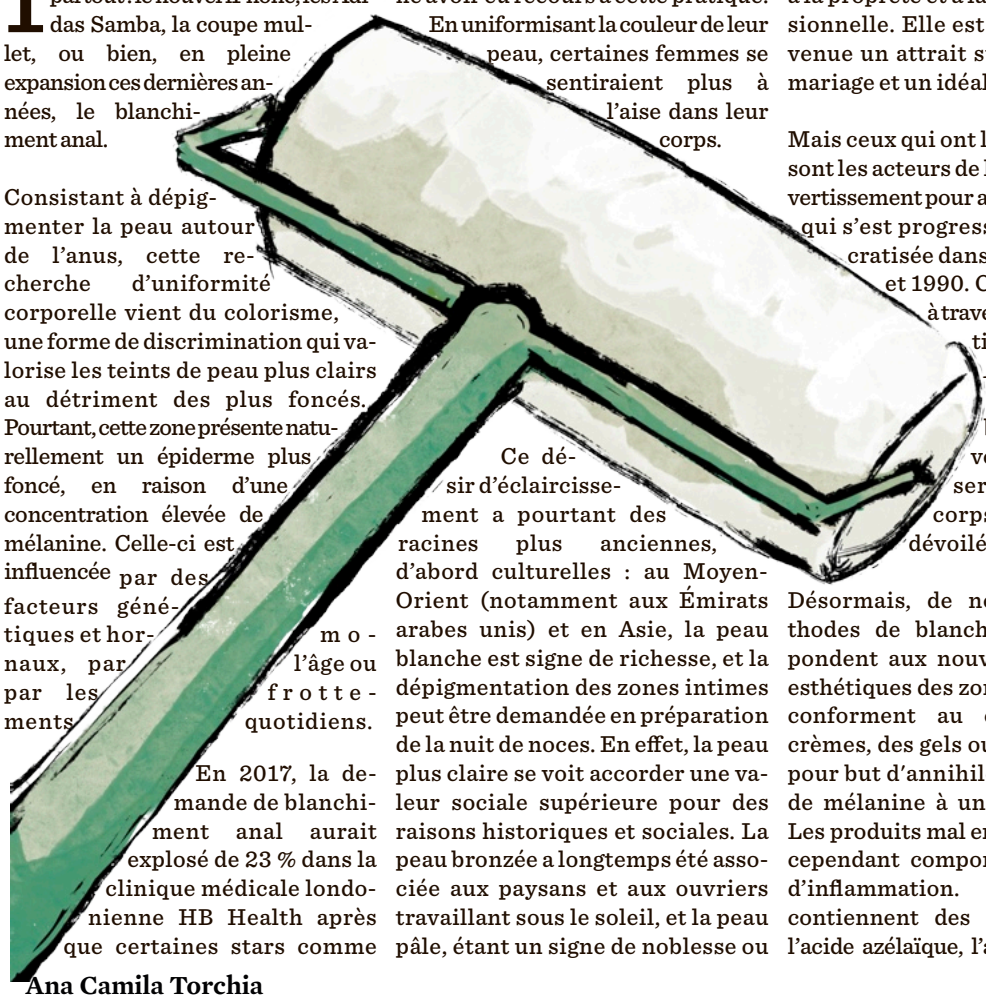
Il y a des tendances qui s'imposent partout : le nouvel iPhone, les Adidas Samba, la coupe mullet, ou bien, en pleine expansion ces dernières années, le blanchiment anal.

Consistant à dépigmenter la peau autour de l'anus, cette recherche d'uniformité corporelle vient du colorisme, une forme de discrimination qui valorise les teints de peau plus clairs au détriment des plus foncés. Pourtant, cette zone présente naturellement un épiderme plus foncé, en raison d'une concentration élevée de mélanine. Celle-ci est influencée par des facteurs génétiques et hormonaux, par l'âge ou par les frottements quotidiens.

En 2017, la demande de blanchiment anal aurait explosé de 23 % dans la clinique médicale londonienne HB Health après que certaines stars comme Kourtney Kardashian ait mentionné avoir eu recours à cette pratique.

En uniformisant la couleur de leur peau, certaines femmes se sentiraient plus à l'aise dans leur corps.

Ce désir d'éclaircissement a pourtant des racines plus anciennes, d'abord culturelles : au Moyen-Orient (notamment aux Émirats arabes unis) et en Asie, la peau blanche est signe de richesse, et la dépigmentation des zones intimes peut être demandée en préparation de la nuit de noces. En effet, la peau plus claire se voit accorder une valeur sociale supérieure pour des raisons historiques et sociales. La peau bronzée a longtemps été associée aux paysans et aux ouvriers travaillant sous le soleil, et la peau pâle, étant un signe de noblesse ou d'aristocratie, était liée à l'élégance, à la propreté et à la réussite professionnelle. Elle est aujourd'hui devenue un attrait sur le marché du mariage et un idéal de beauté.


Ana Camila Torchia

Mais ceux qui ont lancé la mode, ce sont les acteurs de l'industrie du divertissement pour adultes (le porno), qui s'est progressivement démocratisée dans les années 1980 et 1990. C'est notamment à travers l'imagerie érotique du magazine *Playboy*, normalisant le sexe imberbe, que la volonté d'esthetiser ces parties du corps nouvellement dévoilées a émergé.

Désormais, de nombreuses méthodes de blanchiment anal répondent aux nouveaux standards esthétiques des zones intimes et se conforment au colorisme. Des crèmes, des gels ou des sprays, ont pour but d'annihiler la production de mélanine à un endroit précis. Les produits mal employés peuvent cependant comporter des risques d'inflammation. En effet, ils contiennent des actifs, tels que l'acide azélaïque, l'acide lactique ou l'acide salicylique, qui peuvent s'avérer irritants en cas de mauvais usage, ou encore de l'acide pyruvique, classé comme corrosif, pouvant provoquer de graves brûlures cutanées.

Pas étonnant que de telles crèmes à base d'hydroquinone – ingrédient aussi utilisé dans ces formules – soient interdites en Europe et au Canada depuis 2001, au vu de leur toxicité (atteintes au foie, cancers et problèmes thyroïdiens).

Le laser CO_2 est une autre méthode. Supervisée par un médecin dermatologue, elle permet de cibler spécifiquement la mélanine. Il faut tout de même être prêt à débourser près de 1000 $ CAD par séance. Et attention, le résultat n'est pas garanti : un éclaircissement mal réalisé peut provoquer un assombrissement de la zone traitée.

Un peu beaucoup d'argent pour une intervention plutôt totalement ridicule. Suivre les tendances du porno, relevant pourtant exclusivement d'une mise en scène, pour se sentir bien dans son corps, ne devrait pas être à la mode. Il est temps d'accepter ses formes, ses couleurs et ses singularités corporelles telles qu'elles le sont, sans les mettre en danger pour répondre à des standards fictifs, illusoires, inutiles et dangereux.

Prix exorbitant, dangers pour la santé, popularisation par des industries patriarcales et capitalistes qui objectifient et sexualisent les femmes et les hommes du porno : la pratique du blanchiment anal ne devrait-elle pas être vue comme démodée?

Finalement, avec sa popularisation par les réseaux sociaux et l'accroissement des demandes, cette pratique extrême semble prendre de la place dans un monde criblé par les problèmes non résolus. Aujourd'hui, les conflits géopolitiques et les guerres déchirent des pays et des vies, la crise climatique menace l'environnement, l'insécurité alimentaire et le coût de la vie pèsent, et la fragilité économique, ainsi que la crise de la gouvernance internationale sont des problèmes primordiaux. Est-il alors raisonnable et moral de s'offrir une petite mise en beauté de l'anus? ⃠

Juliette Aviat
Éditrice Opinion

Un mouvement qui doit se faire tout petit

Violence d'État : le bourgeois bien-pensant regarde les poubelles qui brûlent.

« Personne dans le monde, personne dans l'histoire, n'a jamais obtenu sa liberté en faisant appel au sens moral de son oppresseur. »
– Assata Shakur



Félix Fournier | Le Délit

Le 17 octobre, entre 550 000 et 800 000 manifestant·e·s se sont mobilisé·e·s dans toute la France contre le coût de la vie, après une décennie de politiques d'austérité portées sous le gouvernement de Macron. De l'autre côté de l'Atlantique, à Montréal, une manifestation s'est d'ailleurs organisée le même jour au square Phillips en soutien au mouvement français.

Le mouvement de contestation en France métropolitaine a débuté le 18 septembre à Créteil en Île-de-France – car des blocus s'organisent dès la fin d'août à Mayotte, puis en Guyane. Ce mouvement, d'abord lycéen, a pris de l'ampleur, gagnant tout le territoire et s'étendant à des segments divers de la population française. Leurs revendications ont convergé en un grief central : la précarisation croissante de la population, le délitement des services publics et les inégalités socio-économiques qui ne font que se creuser davantage. Les lycéen·e·s en particulier font état de salles de classe insalubres, inutilisables en période de fortes chaleurs – qui vont par ailleurs se multiplier et s'aggraver – ou d'une pénurie de professeurs.

Un mouvement réprimé

Face à ces blocus et ces manifestations voulues pacifiques, le gouvernement n'a su répondre que par la répression, déployant les forces de l'ordre contre des lycéen·e·s qui ne faisaient qu'exercer leur droit (fondamental) de manifester. Pire encore, ce mouvement compte déjà un mineur éborgné, un autre ayant perdu l'usage de sa main, arrachée par une grenade assourdissante. Amnesty International met en garde contre des pratiques « autoritaires ».

Malgré une prétendue volonté de désescalade énoncée par le président Emmanuel Macron, les mesures sécuritaires mises en œuvre par l'exécutif se placent dans la continuité de ce refus de dialogue qui caractérise tant la macronie. Aucune prise en compte du peuple dans une gouvernance supposément démocratique. Couvre-feux partiels, interdiction de manifester dans plusieurs grandes métropoles, réponse disproportionnée des forces de l'ordre : quand les jeunes sont dépossédés de l'expression de leur citoyenneté, violentés et mutilés par la police pour avoir osé demander des conditions dignes d'enseignement, comment peuvent-ils encore se faire entendre?

> « L'austérité est mortifère. […] Cette violence collective, pourquoi ne la condamne-t-on pas avec autant de fermeté que des violences individuelles? »

Amnesty International fait également état de 5 000 arrestations entre le 21 septembre et le 2 octobre : 85 % des interpellés étaient mineurs. Clairement, cette criminalisation des manifestants et cette répression portée par la classe dirigeante n'ont qu'un but : faire taire la dissidence.

Passivité face à la violence d'État

Après les manifestations du 17 octobre, les médias grand public se sont focalisés avant tout sur les casses et pillages engendrés par les mouvements lycéens, sur des violences matérielles donc, mais qu'en est-il de la violence collective, la violence d'État?

Pour reprendre l'anthropologue et sociologue Didier Fassin, il faut d'abord se pencher sur la définition que donne le sociologue Durkheim du crime : une action qui mène au châtiment de son auteur·ice. Le crime n'existe donc pas de manière fixe et objective : ce sont les sentiments collectifs qui décident ce qu'est un acte criminel ou non. De là, Fassin interroge cette hiérarchie morale : si le meurtre est considéré par nos sociétés modernes comme le crime de la plus haute gravité, alors pourquoi les acteurs responsables d'une crise économique – qui porte son lot de conséquences tragiques et potentiellement fatales pour nombre d'individus – suscitent une indignation moindre?

L'austérité est mortifère. Elle tue. Elle empêche l'accès aux soins des plus démunis, au droit au logement, à la sécurité alimentaire. Cette violence collective, pourquoi ne la condamne-t-on pas avec autant de fermeté que des violences individuelles?

Des manifestants rendus indéfendables?

Les revendications lycéennes, ancrées dans les banlieues populaires, sont aussi révélatrices d'une inégalité structurelle qui vise avant tout les personnes racisées et précaires.

Dans son ouvrage *Se défendre. Une philosophie de la violence*, Elsa Dorlin s'intéresse à l'autodéfense dans un contexte institutionnel hostile. Pourtant reconnu comme droit fondamental, l'autodéfense est avant tout l'apanage d'une classe blanche et bourgeoise. Dorlin s'appuie sur le cas Rodney King aux Etats-Unis, victime de bavure policière et dont le passage à tabac a été filmé et largement débattu durant le procès de 1992 intenté aux agents. Leur défense : analyser chaque acte d'autopréservation de King comme preuve d'agressivité et de danger potentiel pour les policiers, justifiant cette bavure comme simple acte d'autodéfense. Ces derniers sont acquittés à l'issue du premier procès : « En se défendant de la violence policière, Rodney King est devenu indéfendable », conclut Dorlin.

> « Ils doivent parader dans la rue tranquillement, et mener des actions qui ne dérangent et qui n'interpellent personne »

À l'image d'une victime parfaite, les lycéen·e·s et les populations marginalisées doivent adopter une posture passive, seule posture jugée acceptable par le système judiciaire, pour ne pas être peints comme agresseurs. Ils doivent parader dans la rue tranquillement, et mener des actions qui ne dérangent et qui n'interpellent personne.

Difficile d'imaginer un tel mouvement devenir moteur d'avancées sociales, non?

Dalia Djazouli
Éditrice Société

Quand la transidentité effraie

Utilisation des codes de la transidentité dans l'horreur.

Alors que les feuilles tombent et que la température chute, une dernière célébration vient ponctuer l'automne avant l'arrivée de l'hiver : Halloween. Et quoi de mieux qu'un bon film d'horreur pour se plonger dans l'ambiance de cette période effrayante? Alors, vous lancez un premier film : *Massacre à la tronçonneuse*. Puis, vous sélectionnez *Le Silence des agneaux*. De vrais classiques du cinéma d'horreur! Enfin, vous choisissez de conclure avec *Psychose*. Si vous avez terminé la soirée en beauté, un constat vous frappe. En y regardant de plus près, ces tueurs ont tous un point commun : ils transgressent, chacun à leur manière, les normes de genre. Plus encore que leur violence meurtrière, ce brouillage entre les codes de genre semble nourrir l'horreur qu'ils inspirent.

Les origines du mythe

Pour comprendre comment le motif narratif du tueur transgenre s'est ancré si profondément dans le cinéma de l'horreur, il faut revenir sur *Psychose*, un des films les plus influents du genre. Sorti en 1960, le film d'Alfred Hitchcock s'articule autour du meurtre de Marion Cranes et de l'enquête menée afin de trouver son assassin. Si on pense initialement que c'est une femme qui l'a tuée, le vrai rebondissement de l'intrigue se déroule à la fin du film. On y découvre que le tueur n'est pas une vieille femme, mais Norman Bates, le gérant du motel où avait séjourné Marion. C'est d'ailleurs cet aspect qui s'avère le plus révolutionnaire, mais aussi le plus troublant pour le public de l'époque. C'est la révélation de cet homme « habillé en femme » qui suscite la surprise et l'effroi des spectateurs, davantage que le meurtre en soi. À la fin, un docteur explique que Norman n'était pas « un travesti », mais qu'il souffre plutôt d'un trouble dissociatif qui le pousse à croire qu'il était sa mère.

Cependant, à une époque où la transidentité était très peu évoquée et encore moins acceptée, il est facile d'imaginer comment cette représentation du travestissement comme une pathologie monstrueuse a pu contribuer à renforcer des préjugés envers les personnes transgenres.

Ce motif narratif sera d'ailleurs repris à de nombreuses reprises dans le cinéma d'horreur, notamment dans *Le silence des agneaux*. Le tueur en série Buffalo Bill cherche à confectionner un vêtement à partir de la peau de ses victimes – toutes des femmes – afin de se fabriquer une robe en peau humaine. L'une des scènes les plus marquantes du film le montre en train de se maquiller, alors que les cris d'une de ses victimes résonnent en arrière-plan. Dès lors, la monstruosité de Bill ne réside plus seulement dans ce qu'il fait à ses victimes. Sa folie semble d'autant plus effrayante, car il adopte des codes associés à la féminité. Cependant, il est expliqué par Hannibal Lecter (un autre tueur en serie cannibale) que Bill n'est pas « un vrai transsexuel ». Si le film lui-même tente de mettre une distance entre le tueur et la transidentité, cela ne reste que quelques lignes de dialogue dans un film de deux heures qui associe transgression de genre à une forme de folie.

Dans son article « *Les femmes trans dans l'horreur* », Jenni Holtz explique les conséquences très réelles de ce genre de représentation qui, selon elle, «*conduit certaines personnes à les considérer comme des sous-hommes, les transformant en monstres réduits à l'état d'objets abjects. De telles conceptions erronées engendrent des violences dans le monde réel* (*tdlr*) » .

L'horreur comme un reflet des angoisses de la société

Il est souvent dit que le cinéma d'horreur est un miroir des angoisses de notre société. Cette idée devient d'autant plus claire dans le cas des films d'horreur qui utilisent la transgression de genre comme un élément essentiel de la construction d'un personnage monstrueux. Ces représentations reflètent une transphobie évidente qui résulte, entre autres, de la pathologisation de la transidentité, considérée jusqu'en 2019 comme un trouble mental et comportemental selon le manuel mondial de diagnostic de l'Organisation Mondiale de la Santé. Ainsi, les personnes qui s'écartaient des normes de genre, qu'elles soient transgenres ou non, faisaient face à une double stigmatisation. Non seulement leur non-conformité aux attentes sociales était perçue comme déviante, mais elle était aussi fréquemment associée à la maladie mentale, un autre phénomène déjà fortement touché par les préjugés. Les films jouent donc sur ces deux stigmates – le travestissement et les troubles psychiatriques – pour susciter l'effroi du public. Ce procédé narratif contribue toutefois également à renforcer l'association entre les deux.



Félix Fournier | Le Délit

> « Ces représentations reflètent une transphobie évidente qui résulte, entre autres, de la pathologisation de la transidentité »

Se réapproprier la monstruosité

Si ces films promeuvent une image négative de la transidentité, comment expliquer qu'un certain nombre de personnes queer continuent de les regarder? C'est le paradoxe que Jane Schrodinger explore dans son film *Teenage Sex and Death at Camp Miasma*. Kris, une réalisatrice queer, cherche à relancer une ancienne franchise de *slasher* qui la fascine depuis l'enfance : *Camp Miasma*. La franchise s'inspire directement du mythe du tueur trans incarné par *Little Death*, dont le questionnement sur sa réelle identité de genre participe à la création de sa monstruosité. Bien que Kris soit consciente de la transphobie qui est véhiculée dans ces films, elle reste profondément attachée à cet univers dans lequel elle trouve une forme de réconfort.

Le film met ainsi en avant la relation complexe et paradoxale que les personnes queer ont avec ce genre d'oeuvre. Ainsi, au-delà de cette mauvaise représentation, ces œuvres peuvent aussi être appréciées et interprétées sous un angle différent, plus positif. Par exemple, la monstruosité de ces personnages peut être vue comme une forme de résistance aux normes traditionnelles de genre. Ces personnages se retrouvent exclus de la société, car ils refusent de se conformer à ses attentes, une expérience qui peut faire écho au vécu de nombreuses personnes queer.

D'une autre façon, l'horreur, par son exploration souvent macabre du corps humain, permet également de se questionner sur son rapport au corps et sur la dysphorie de genre. Dans son article « *Comment les films d'horreur corporelle [body horror] m'ont aidée à surmonter ma dysphorie de genre* », Nadine Smith explique : « *En tant que femme transgenre ayant lutté toute ma vie contre la dysphorie de genre, c'est peut-être le seul genre de film qui soit aussi préoccupé par la chair que moi.* » Ainsi, comme Kris dans *Camp Miasma*, il est possible de comprendre l'impact négatif que de telles représentations ont pu créer, tout en admettant qu'elles peuvent quand même être réappropriées et appréciées par certaines personnes de la communauté.

> « Il est possible de comprendre l'impact négatif que de telles représentations ont pu créer, tout en admettant qu'elles peuvent quand même être réappropriées et appréciées par certaines personnes de la communauté »

Sixtine Nicolaÿ
Éditrice Coin Queer

RÉFLEXION

Le défilé le plus rose de l'année

Retour sur le *Victoria's Secret Fashion Show*.

Le *Victoria's Secret Fashion Show*, l'un des défilés les plus attendus de l'année, a tenu sa dernière édition le 18 octobre. La marque de lingerie est bien connue pour ce défilé qui réunit certaines des mannequins les plus en vue au monde. Les *VS Angels*, ces femmes qui défilent pour la marque, sont devenues de véritables icônes, que ce soit pour leur corps filiforme ou pour les ailes spectaculaires qu'elles portent en écho à leur titre.

Le défilé est diffusé sur YouTube afin que les fans du monde entier puissent voir les nouveautés et les acheter en temps réel, les articles apparaissant sur le site Internet de la marque au fil de la soirée. Le défilé a pris de l'ampleur depuis sa première édition en 1995, mais les attentes du public se sont également multipliées... tout comme les controverses.

Tous sous la bannière du rose

Sur les réseaux sociaux, plusieurs utilisatrices s'enthousiasment lorsque la date du défilé approche : certaines disent qu'il s'agit de leur propre *Super Bowl*, en allusion à l'enthousiasme qui entoure le fameux match de football. Les préparatifs sont à leur comble dans les vidéos qui circulent sur TikTok. Pour bien apprécier le visionnement, il faut sortir ses plus beaux pyjamas, notamment celui rayé rose et blanc de *Victoria's Secret*, se nettoyer de fond en comble avec différents produits luxueux, arborer des rouleaux dans les cheveux qui recréent la crinière bouclée et volumineuse des *Angels* et, bien sûr, partager ce moment avec ses meilleures amies.

L'événement de mode s'est imposé avec les années, devenant un incontournable. Ce défilé connu pour la beauté de ses mannequins, ses quantités absurdes de paillettes, ses ailes extravagantes – qui peuvent peser jusqu'à 40 livres, soit environ 18 kilos – et ses coiffures volumineuses est devenu un symbole de féminité et de sororité.

Des performances musicales à couper le souffle

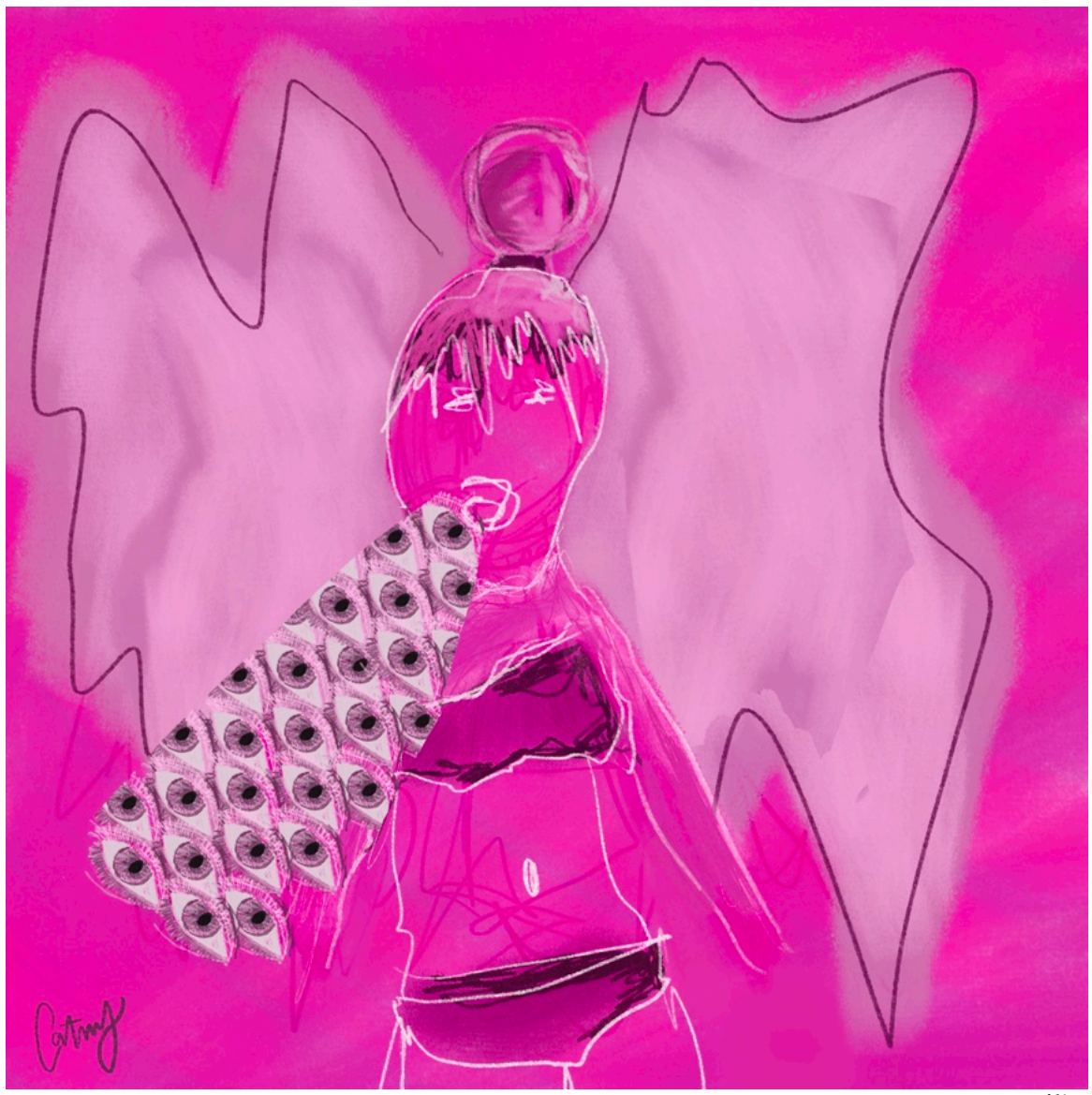
Chaque année, le défilé accueille des performances musicales qui s'accordent avec l'identité commerciale de *Victoria's Secret*. Pour l'édition 2026, Megan Moroney, Tate McRae, Megan Thee Stallion et KATSEYE se sont succédé sur scène.

Megan Moroney a arboré des ailes roses duveteuses, accompagnées d'une guitare de la même couleur. La chanteuse de musique country a interprété un medley de trois de ses chansons, *6 Months Later*, *Wish I Didn't* et *Sorry... I Meant Tonight*.

Tate McRae a fait sensation avec la première interprétation sur scène de sa chanson *Housewife*, sortie quelques jours plus tôt. Les chansons *Dear God* et *Sports Car* ont complété une performance accompagnée de chorégraphies saisissantes, comme à son habitude. La chanteuse portait pour l'occasion des ailes rouges translucides.

Megan Thee Stallion a poursuivi le spectacle avec ses chansons à succès *Her* et *Body* dans un ensemble brillant et des ailes argentées assorties. La chanteuse a fait chanter la foule avec elle, en omettant toutefois quelques paroles explicites.

C'est KATSEYE qui a animé la portion *Pink* du défilé, une ligne de sous-vêtements moins révélateurs et visant davantage les adolescentes. Le groupe, qui compte six membres, s'est présenté à quatre, Manon Bannerman et Sophia Laforteza étant en pause depuis plusieurs mois. Daniela Avanzini, Lara Raj, Megan Skiendiel et Yoonchae Jeung ont chanté *Pinky Up* et *Animal*.



Catvy Tran | Le Délit

Les mannequins au cœur de la controverse

À ses débuts, le défilé n'avait rien d'extravagant : pas d'ailes, pas de paillettes. La renommée du spectacle s'est construite sur celle des mannequins, des femmes très connues dans le domaine de la mode qui, en prêtant leur corps à la lingerie de *Victoria's Secret*, ont fait la popularité de la marque. Ces top-modèles d'une minceur extrême sont devenues un emblème de beauté, et les entraînements physiques visant à obtenir une telle silhouette pullulent dans les magazines et sur les réseaux sociaux.

> « La beauté même de ces femmes proviendrait du fait qu'elle est unique, impossible à répliquer par la femme moyenne »

En 2019, *Victoria's Secret* a engagé sa première mannequin grande taille, Ali Tate Cutler, une taille 14. Le défilé, lui, a été annulé cette année-là et n'a repris qu'en 2024, avec Paloma Elsesser sur le podium. La décision d'incorporer des mannequins grande taille a fait la joie de plusieurs, qui étaient enchantées de voir leur morphologie mise en valeur dans l'industrie de la mode. Pourtant, deux éditions plus tard, cette décision continue de faire controverse : dans un spectacle qui se présente désormais comme inclusif, certaines ont des objections. Une internaute commente sur une vidéo : « *Elles s'appellent des ANGES, elles sont censées avoir une apparence irréaliste et inatteignable, pas comme la personne moyenne au Walmart* (*tdlr*) ») . Une autre renchérit en disant que « *tout n'a pas besoin d'être inclusif* ».

Les commentaires et les vidéos partageant une telle opinion sont nombreux sur TikTok. Certaines fans ont un attachement particulier à cette apparence filiforme, à ce corps « parfait », et estiment que les mannequins devraient avoir une apparence inatteignable. La beauté même de ces femmes proviendrait du fait qu'elle est unique, impossible à répliquer par la femme moyenne.

Une autre décision controversée est celle d'incorporer des influenceuses dans le défilé, tout en refusant certaines mannequins bien connues qui ont déjà foulé les planches pour *Victoria's Secret*. Romee Strijd, Frida Aasen et Lais Ribeiro, des habituées du défilé, se sont vues rejetées cette année au profit d'influenceuses qui n'avaient pas forcément d'expérience en mannequinat. Des utilisatrices ont écrit que *Victoria's Secret* était une vraie « *blague* », car la compagnie « *embauche des influenceuses qui ne savent même pas marcher en ligne droite* », tout en refusant des mannequins d'expérience.

Porter une fortune

La *Fantasy Bra*, un soutien-gorge iconique de la collection, signé cette année par le joaillier Jacob & Co., a fait son retour dans l'édition 2026 du défilé. Le haut, incrusté d'un diamant jaune de 75,54 carats et de 4 409 autres pierres – pour un total de 1 373,39 carats –, a été le clou du spectacle, avec une valeur de 50 millions $ US (l'équivalent d'environ 70 millions $ CA). Le soutien-gorge tant attendu a été porté par Kylie Jenner, influenceuse et femme d'affaires dont la famille s'est fait connaître par la téléréalité, ce qui a suscité la controverse. Les fans se sont demandé pourquoi, parmi toutes les mannequins ayant travaillé si dur pour se distinguer, une influenceuse n'ayant jamais travaillé pour *Victoria's Secret* a obtenu l'honneur de parader avec la pièce.

Briller par l'absence

Sur son compte TikTok, *Victoria's Secret* a annoncé quelques jours avant le spectacle que 800 livres, soit environ 360 kilos, de brillants arrivaient pour le défilé. Depuis plusieurs années, les fans réclamaient des podiums étincelants, rappelant ceux du début des années 2000 qui étaient presque enfouis sous les brillants. Plusieurs spectatrices ont été déçues par le résultat final : plutôt que de voir une montagne de paillettes sur les planches, l'effet brillant était sous le podium transparent. Un écart s'est creusé entre la promesse et le résultat... ⦸

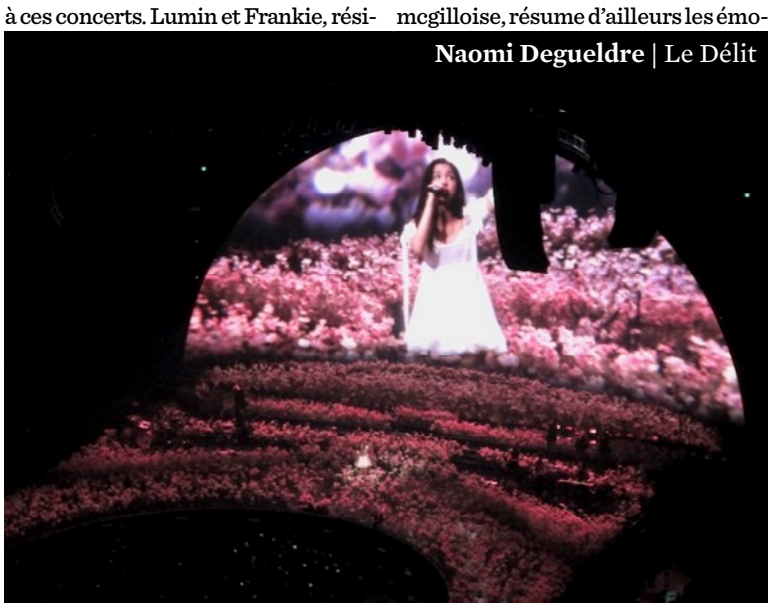
Rose Langlois
Éditrice Culture

Olivia Rodrigo au Centre Bell

Un concert qui a dépassé nos attentes.

Les 21 et 22 octobre derniers, le Centre Bell s'est transformé en champ fleuri pour accueillir l'artiste Olivia Rodrigo. Des milliers de fans, ornés de fils rouges, de robes *babydoll* et de paillettes mauves, étaient présents pour ces deux soirées électriques. Aux côtés de spectateurs de tous les âges qui ont crié, pleuré et chanté, nous avons eu l'occasion de vivre une expérience mémorable pendant quelques heures.

Vécu collectivement, ce voyage émotionnel à travers les saisons a su combler les lacunes créées par l'individualisme de notre époque. Plusieurs fans sont d'ailleurs prêts à faire des sacrifices importants pour assister à ces concerts. Lumin et Frankie, résidentes de St-Thomas en Ontario, ont fait sept heures de voiture pour voir Olivia, prévoyant même faire le trajet de retour au cours de la nuit. Selon *Live Nation*, ce comportement n'est pas isolé : « *Six fans sur dix voyagent pour des concerts chaque année* (*tdlr*). »



Naomi Degueldre | Le Délit

Les amateurs de musique sont visiblement prêts à tout pour vivre la catharsis associée à l'écoute de musique en direct. Cela tient peut-être du fait que l'expérience du concert se distingue d'une simple écoute d'enregistrements musicaux : l'amygdale, qui est impliquée dans le traitement des émotions, est davantage stimulée par l'écoute de musique en direct. Valeria, étudiante mcgilloise, résume d'ailleurs les émotions qu'elle a ressenties au cours de la soirée : « *C'était une combinaison folle de bonheur, de tristesse, [...] de féminité et d'émancipation.* »

Olivia a effectivement une discographie variée qui dépeint une large gamme d'émotions. Au cours de la soirée, elle interprète, par exemple, *drop dead*, qui relate l'optimisme exhalant qui survient après un premier rendez-vous, *my way*, chanson centrée sur la jalousie et la possessivité, ou encore *traitor*, chanson post-rupture mélancolique et accusatrice.

Si la rationalité – héritée des Lumières et associée à la masculinité – a normalement préséance sur l'émotionnalité – renvoyée à la sphère féminine –, Olivia ne cherche pas à se défaire de ses émotions pour atteindre un idéal rationnel. Au contraire, elle s'y abandonne entièrement et offre un spectacle où les émotions priment.

De surcroît, dans un monde où les femmes sont souvent « conditionnées à être sages et polies », Olivia crée, pour son auditoire majoritairement féminin, un espace où il est permis d'exprimer ses émotions les plus enfouies, comme la fureur, la rancune et la jalousie. Elle intègre même à tous ses concerts un moment dédié à l'expression de la rage : au beau milieu de la chanson *all-american bitch*, les fans sont invités à crier le plus fort possible pour exprimer leur colère.

Ce faisant, l'indignation devient un mode d'action à part entière. En embrassant pleinement la colère, celle-ci se transforme en une force qui énergise – qui permet d'habiter et de forger une nouvelle réalité, hors de l'oppression. Comme le soutient Audre Lorde – à propos du combat intersectionnel antiraciste et féministe plutôt que tout simplement féministe –, « *la colère est chargée d'information et d'énergie* ».

L'engagement politique d'Olivia ne se limite donc pas à la création d'un espace affectif sécuritaire pour ses fans. Féministe engagée, elle utilise ainsi ses chansons pour prendre la parole, critiquant le contrôle constant du comportement des femmes dans *all-american bitch*, mais aussi la complicité paradoxale des femmes qui participent au maintien du patriarcat dans *serena joy*, chanson inspirée par le personnage du même nom du roman *La servante écarlate*.

Olivia accompagne ces émotions et ces paroles par des actions concrètes, comme des initiatives de sensibilisation et des récoltes de fonds. Lors de sa tournée pour son album *GUTS*, elle avait collaboré avec l'organisme *National Network of Abortion Funds* pour offrir à ses fans des ressources sur la santé sexuelle. L'été dernier, elle a également organisé un festival-bénéfice mettant à l'honneur les artistes féminines, récoltant par la même occasion 20 millions $ US pour des organismes militant pour les droits des femmes, souvent dans une logique intersectionnelle.

Rebecca et Jeanne, deux fans présentes au concert, soulignent que c'est précisément ce côté engagé qui les a incitées à soutenir Olivia : « C'est quelqu'un de très actif dans le mouvement féministe ». Elles mentionnent notamment sa collaboration étroite avec l'organisme *Planned Parenthood*, qui défend la santé reproductive à travers les États-Unis.

En tant qu'artiste au large auditoire, particulièrement chez les jeunes filles, Olivia semble avoir pris la mesure de son pouvoir et de son influence et avoir décidé d'en faire bon usage. En plus d'influencer la lutte féministe à son échelle et d'encourager ses fans à exprimer leurs émotions, elle les incite également à s'affirmer. Alors qu'elle chante sa dernière chanson de la soirée, *expectations*, elle demande aux filles dans la salle de répéter en chœur, comme un mantra, « *I have big expectations* » (« J'ai des attentes élevées »). De quoi inculquer une forte estime de soi chez les jeunes filles, une note à la fois. ⦸

Catvy Tran
Illustratrice
Naomi Degueldre
Correctrice

Le retour de Marvel?

Tout ce qu'il faut savoir sur la série *VisionQuest*.

Attention! L'article qui suit pourrait contenir des divulgâcheurs pour les deux premiers épisodes.

Au cours des dernières années, Marvel a produit plus d'une dizaine de séries : *WandaVision*, *Agatha All Along*, *Loki*, et plus. Certains se sentent un peu dépassés par tous ces nouveaux concepts et voudraient simplement revenir aux bons vieux *Avengers*. *VisionQuest* vous fera peut-être changer d'avis.

Il s'agit de la toute nouvelle série télévisée de Marvel, dont les deux premiers épisodes sont sortis le 13 octobre dernier. La série suit l'androïde Vision (Paul Bettany) dans sa quête identitaire. Dernier volet de la trilogie amorcée par *WandaVision* et *Agatha All Along*, *VisionQuest* est le mélange parfait entre des scènes d'action captivantes et une exploration profonde de la psychologie des personnages.

Vision est en vie?

Pour faire court : oui et non. En fait, dans *WandaVision*, une copie de Vision est créée à l'identique et surnommée Vision Blanc. Cette copie obtient tous les souvenirs de la vie de Vision. Dans la nouvelle série, Vision Blanc se débat avec son identité tout en essayant de comprendre les humains, à l'aide des IA (Intelligences Artificielles) créées par Tony Stark, qu'il a branchées dans son monde intérieur. On y retrouve J.A.R.V.I.S. (James D'Arcy), F.R.I.D.A.Y. (Orla Brady), E.D.I.T.H. (Emily Hampshire), D.U.M.-E. (Henry Lewis), U. (Jonathan Sayer) ainsi qu'Ultron (James Spader). L'idée de faire cohabiter ces IA dans la tête de Vision Blanc est très originale, chacune ayant sa personnalité distincte et amenant du dynamisme à l'écran. C'est comme si Vision avait une famille dans sa tête, comme le remarque l'actrice canadienne Emily Hampshire dans une entrevue avec LaPresse.

> « Dans la nouvelle série, Vision Blanc se débat avec son identité tout en essayant de comprendre les humains, à l'aide des IA (Intelligences Artificielles) créées par Tony Stark, qu'il a branchées dans son monde intérieur »

Dans le deuxième épisode de la série, Vision Blanc rencontre Tommy (Ruaridh Mollica), un des deux fils de Wanda et Vision. Introduit dans la série *WandaVision*, le personnage est lui aussi en recherche de son identité: est-il Thomas Shepard ou Tommy Maximoff? Père et fils traversent leur propre quête identitaire tout en étant poursuivis par un mercenaire nommé Paladin (Todd Stashwick) et une figure mystérieuse, Tueur Cassican.

Et Wanda dans tout ça?

Les fans de Wanda Maximoff seront déçus : elle ne devrait supposément pas apparaître dans ce nouveau projet. Elle hante toutefois la série, qui reprend plusieurs images de *WandaVision* ou des films *Avengers*, servant à la fois de mise en contexte et de rappel de la relation puissante entre Vision et elle. *VisionQuest* propose tout de même une série de personnages féminins aussi mémorables que Wanda! Qu'il s'agisse des deux IA créées par Tony Stark, E.D.I.T.H. et F.R.I.D.A.Y., de l'assistante du Paladin (Diane Morgan) ou même de la meilleure amie de Thomas, Lisa Molinari (Lauren Morais), ces héroïnes volent la vedette. Le jeu des actrices est tout à fait remarquable, à la fois touchant et drôle.

Y a-t-il un lien avec *Doomsday*?

La série *VisionQuest* semble être le seul projet de Marvel avant la sortie du film tant attendu *Doomsday*, prévu pour le 18 décembre 2026 au Canada. Plusieurs spéculent sur la place de la série dans l'univers Marvel et espèrent que sa fin mène tout droit vers *Doomsday*. Les fans cherchent des indices qui permettraient de relier la série au film, comme la petite



Photo tirée de *VisionQuest*

inscription « *Countdown to Doom* » visible sur une des nombreuses télévisions d'Ultron. Cette inscription fait écho au principal vilain du film et pourrait être vue comme une référence métatextuelle à une implication de Vision ou d'Ultron dans *Doomsday*. Paul Bettany n'est pas dans la distribution officielle du film, mais Marvel est connu pour ses caméos surprises!

Les épisodes de VisionQuest *sont diffusés le mardi à 21 h sur la plateforme* Disney+. ⦸

Laurence Drouin
Contributrice

L'aveuglement du cynisme chic

Les femmes et la froideur comme passeport de crédibilité.



Jiayuan Cao | Le Délit

À huit ans, dans les dessins animés, je préférais aimer le méchant plutôt que le héros. À 13 ans, je voulais « ne plus croire en l'amour » (si tant est qu'à 13 ans, j'avais recueilli assez d'expérience pour croire en quoi que ce soit). À 16 ans, à table, j'adorais l'invité qui proclamait ses névroses, qui exposait ses idées dignes d'un « je m'en fous du politiquement correct », tout en passant par des phases de silence total, preuve du mépris qu'il portait à la famille heureuse avec enfants. Le lendemain, sur le trajet du lycée, les panneaux publicitaires de luxe m'assuraient de l'idée ridicule que serait une joie manifeste : une mannequin digne d'intérêt, visiblement, ça boude. Si l'on était au 19*e* siècle, on aurait associé cette posture aux dandys : Baudelaire, Oscar Wilde... Aujourd'hui, le mot qui me vient est le cynisme, un cynisme rendu « chic ».

Au cynisme chic, France Inter a dédié un épisode de podcast. Cécile Duflot y décortique à quel point notre éducation, la pop culture et les sphères de pouvoir nous ont conditionnés pour associer l'acerbité et le mépris à une forme de supériorité intellectuelle. Il s'agirait de « l'écho d'un virilisme malsain comme moyen d'afficher la force qui lui fait défaut ». Une armure de luxe, pour cacher une certaine fragilité. Je me suis alors demandé ce qu'il advenait de cette armure lorsque ce sont les femmes qui la portent. Le cynisme chic se rêve en outil de subversion, un tremplin vers la validation intellectuelle. Moi, j'y vois des femmes qui rejouent les codes longtemps attribués aux hommes : un énième enfermement.

Cet enfermement hante notre histoire littéraire. Au milieu du 20*e* siècle, les voix de Marguerite Duras et de Françoise Sagan incarnent cette position, assumée comme héritage stylistique. Les héroïnes de Sagan, entre deux cigarettes, choisissent le vernis de la nonchalance et de la désillusion, une lucidité interdisant toute joie manifeste. Dans *Bonjour Tristesse*, le personnage de Cécile en est le meilleur exemple. Depuis sa distance esthétique, elle s'attribue une supériorité intellectuelle sur les autres femmes, jugeant la jeune compagne de son père, Elsa, superficielle. En réalité, cette froideur l'empêche de vivre des relations authentiques. Elle manipule son amant Cyril, sans jamais réussir à l'aimer. Lorsque le personnage d'Anne Larsen entre en jeu, l'adolescente pousse le cynisme jusqu'à utiliser les sentiments des autres comme des leviers mécaniques, et ainsi détruire le couple que forment son père et Anne. Or, le dénouement du roman nous apprend que cette armure ne peut tenir très longtemps. À la mort d'Anne, le vernis du cynisme chic craque. Cécile découvre enfin la tristesse, entre remords et culpabilité... jusqu'à ce que la comédie reprenne. Ni une ni deux, elle se mure à nouveau dans sa posture. Père et fille retournent à leur vie mondaine, traînant leur mélancolie comme un accessoire de mode.

> « Une armure de luxe, pour cacher une certaine fragilité »

> « Le cynisme chic se rêve en outil de subversion, un tremplin vers la validation intellectuelle »

Ce qui sert mon propos ici est l'âge de Cécile. L'adolescence, c'est l'âge où l'on se construit, celui où l'on capte et s'approprie ce que la société nous demande d'être. Le choix de Cécile d'adopter cette position, à l'âge où « elle choisit comment elle veut être perçue », comme disait Elsa, n'est pas un hasard. C'est sa façon d'échapper au modèle féminin traditionnel qu'incarne Anne. Si, chez Sagan, ce détachement est un art de vivre bourgeois, il devient chez Duras une véritable grammaire. Dans son étude publiée par la revue Études françaises, le professeur Pascal Michelucci montre que Duras rejette la politesse et la rhétorique des salons bourgeois. Dans ses récits, la froideur n'a plus rien de chic, elle est anesthésiante. Ses héroïnes parlent d'une voix blanche, et s'enferment dans une distance clinique à partir de laquelle elles ne peuvent s'exprimer que par le mutisme ou par le cri. Une nouvelle armure, mais qui trahit ce que les précédentes dissimulent : une impuissance.

> « Faire du cynisme un style, c'est nier la colère et, chez les femmes, renforcer une autocensure déjà en place »

Une impuissance que je lis comme le retour d'un vieux piège tendu par le regard masculin. Dès le 18*e* siècle, Choderlos de Laclos faisait incarner à la Marquise de Merteuil des *Liaisons dangereuses* cette projection : pour qu'une femme soit considerée comme l'égale intellectuelle des hommes libertins, l'écrivan l'a contrainte à adopter leur cynisme. Certaines lectures féministes voient en Merteuil une figure subversive. Je ne le nie pas et j'accorde qu'elle est son propre ouvrage. Néanmoins, cette autonomie, c'est l'auteur qui la lui prête. Comme Cécile, Merteuil puise sa force dans un rôle de composition; elle joue la discipline de fer et refuse la faille émotionnelle sous peine de déchéance.

Or, *Les années bienheureuses du châtiment* de Fleur Jaeggy m'apprend que la déchéance n'est pas la vulnérabilité. La réelle déchéance est l'aliénation de notre humanité, l'absence totale de sentimentalité. Dans le cadre du pensionnat religieux de l'Appenzell, je découvre Madeleine, jeune fille dont la vivacité contraste avec l'austérité assumée de Frédérique. Frédérique, élève plus âgée, érige la froideur, le mépris et l'ascétisme en art de vivre. Elle entretient une certaine mysticité aux yeux de Madeleine... jusqu'à ce qu'elle finisse par se désillusionner. Une désillusion lorsqu'elle retrouve Frédérique en hôpital psychiatrique, qu'elle appelle « clinique pour aveugles ». Une clinique où loge celle qui, longtemps aveuglée face au culte du cynisme, a été menée à la perte de son libre arbitre et de sa raison. Elle en est devenue fantomatique, tandis que Madeleine, elle, conserve son humanité.

Ces manifestations de papier ne sortent pas de nulle part : la mécanique s'étend de nos réflexes à la pop culture. Par son entrevue chez Radio-Canada, Mélanie Millette nous renseigne sur les doubles standards et le contrôle exigé des femmes dans l'espace public. La colère brute des femmes est socialement disqualifiée et étiquetée comme « hystérique » ou « hors de contrôle ». Dès lors, pour conserver leur crédibilité intellectuelle, les femmes pratiquent la retenue, déplaçant leur révolte vers une ironie froide et polie. Faire du cynisme un style, c'est nier la colère et, chez les femmes, renforcer une autocensure déjà en place. C'est le cœur du « Cool Girl Syndrome », décrit par Gillian Flynn dans *Gone Girl*. La « Cool Girl » serait émotionnellement tempérée : pas de pleurs, pas de colère, pas de demandes... en somme, pas d'excès. Mieux vaudrait réprimer ces traits, selon le « *male gaze* », comme ne manque pas de nous le rappeler la pop culture. La Cool Girl serait détachée, comme le sont Cécile, Frédérique ou encore la Marquise de Merteuil.

Le cynisme chic, la froideur, ou le syndrome de la « Cool Girl »... Trois mots, une camisole de velours désarmant le propos des femmes en le rendant esthétique. Face à un monde qui s'accommode bien de notre dédain poli, ne serait-il pas temps d'arrêter de faire la moue? ⃠

Elena Montefiori
Contributrice

#Jésus et autres mots-clics

Réflexion sur le documentaire *Faites du bruit pour Jésus*.

Disponible sur la plateforme de Télé-Québec, le documentaire *Faites du bruit pour Jésus*, s'interrogeant sur la montée en popularité de l'évangélisme en ligne, fait la une depuis le passage du journaliste Clément Hamelin sur le plateau de *Tout le monde en parle*. Ma curiosité piquée, je l'ai visionné à mon tour. Cinquante minutes plus tard, j'ai interpellé mon coloc qui l'avait déjà regardé : je devais absolument en parler.

Je le dis d'emblée : je me considère athée depuis que je sais ce que le mot veut dire. Mes parents ne m'ont pas baptisée, je n'ai jamais fait un seul cours de catéchisme. Mon éducation religieuse se résume aux cours d'éthique et culture religieuse du primaire et du secondaire et aux lieux de culte que j'ai visités en voyage. Certains propos plus radicaux tenus par les personnes interviewées dans le documentaire m'ont perturbé, car ils sont à des années-lumières de ma réalité. J'avoue aussi avoir parfois de la difficulté à me saisir du sujet religieux, comme si je ne savais jamais vraiment par quel bout m'attaquer à cette conversation, qui, je crois, est tout de même nécessaire à avoir.

Je me demande souvent si mon malaise avec la religion vient de ma culture et de mon éducation québécoises. Telle une véritable héritière de la Révolution tranquille, je garde en moi les histoires du traitement injuste de l'Église envers les femmes de ma famille. Mon incapacité à croire, je la mets sur le dos des ravages que l'institution chrétienne a faits au Québec comme ailleurs. Or, il faut reconnaître que la religion parle encore à beaucoup de gens. Le Québec est un contexte particulier : nos églises se vident de plus en plus pour être finalement converties en condos et en gyms. Un coup d'œil vers notre voisin du sud nous permet de constater que la relégation de la religion à la sphère strictement privée n'est pas la norme partout. Les évangélistes choquent, car ils manifestent leur foi dans l'espace public. La mission fondamentale de leur confession, soit de transmettre la foi aux non-croyants, se situe à l'opposé d'une société québécoise qui fait de la religion une affaire privée. Et cela dérange. Beaucoup.

Le documentaire *Faites du bruit pour Jésus* prend la forme d'une série d'entrevues avec des évangélistes – des nouveaux convertis tout comme des fidèles de longue date. Certaines rencontres ont suscité de plus grosses réactions. Je pense entre autres à JNT, youtubeur et ancien *party animal* nouvellement converti, et André Lefebvre, pasteur ayant renié son homosexualité au profit de sa foi. Clément Hamelin discute avec ces personnes et s'intéresse à ce qui les a amenées à se tourner vers la religion. La réponse m'a paru être souvent la même : ce sont des personnes qui ont un parcours de vie difficile et la religion leur a offert un repère en temps de crise. Ce qui m'a le plus frappée dans les discussions, ce sont les phrases toutes faites qui mettent fin à n'importe quel doute et pensée critique, constat par ailleurs formulé par un ex-croyant à la fin du documentaire. JNT me semblait parler de façon automatique, en répétant souvent les mêmes formules. Ses phrases sont construites d'avance, comme un CD qui se répète. Toujours le même plat, avec une sauce légèrement différente : Dieu a un plan parfait, Dieu est tout puissant, Dieu ceci et Dieu cela. La pratique évangéliste profite, que ce soit volontaire ou non, de la vulnérabilité des gens pour leur tendre sur un plateau d'argent toutes les solutions à leur problème. Ce n'est pas que la religion qui opère de cette façon : on voit cela dans la polarisation en politique, où certains partis offrent à leurs adeptes des réponses clés en main à tous leurs problèmes, peu importe le niveau de complexité.

En ce sens, le documentaire met le doigt sur un problème de société plus large : la radicalisation, surtout celle des jeunes hommes – comme l'observe entre autres Léa Clermont-Dion dans ses travaux pour la Chaire UNESCO-PREV. Nous le voyons plus drastiquement dans les balados masculinistes, mais il ne faut pas oublier que ce glissement idéologique trouve son fondement dans le quotidien. Des propos homophobes comme ceux tenus par certains des hommes interviewés contribuent, lorsqu'ils sont banalisés, à ce mouvement vers des croyances beaucoup plus extrêmes. Certes, les femmes ne sont pas à l'abri, mais les hommes y semblent beaucoup plus vulnérables. Le discours des trois femmes interviewées est beaucoup plus modéré, alors que les deux animateurs du balado *Pour de Vrai*, JNT et Emmanuel Ouellet, tiennent des propos extrêmement conservateurs, voire rétrogrades. Les réseaux sociaux contribuent à pousser ce type de contenu au devant de l'algorithme : les deux influenceurs ont un certain succès et sont souvent nommés comme points de pivot vers la conversion religieuse. S'il est pour moi impensable que l'homosexualité et le meurtre soient des « péchés » équivalents, une personne constamment exposée à ce type de discours pourrait finir par y croire et se dire qu'il s'agit de la norme.



Photo tirée du site Internet de Télé-Québec

> « Le documentaire permet aussi de déconstruire les idées et préjugés sur les personnes croyantes : ce ne sont pas que des personnes âgées ou qui ont grandi dans des familles religieuses »

Le documentaire permet aussi de déconstruire les idées et préjugés sur les personnes croyantes : ce ne sont pas que des personnes âgées ou qui ont grandi dans des familles religieuses. Elles semblent beaucoup plus près de ma réalité; les personnes présentées ont ces airs de monsieur et madame Tout-le-monde. D'un autre côté, en montrant majoritairement des croyants plus extrêmes, le documentaire renforce cette image du zèle religieux, dans un contexte politique où la religion cause déjà beaucoup de tensions. L'angle de l'enquête ne concernait pas les croyants modérés, mais je crois qu'il faut se rappeler que la majorité silencieuse – j'ose l'espérer – ne se reconnaît pas dans ce documentaire.

Je salue la capacité qu'a eue Clément Hamelin de poser les bonnes questions au bon moment et de pointer du doigt les incohérences dans les discours des personnes présentes dans son film. Dans un moment particulièrement frappant, il demande au pasteur « anciennement » homosexuel si la période de sa vie où il vivait plus ouvertement son homosexualité lui a fait du mal. Visiblement troublé par la question, il répond qu'il ne saurait le dire. Le journaliste fait avancer la discussion avec beaucoup d'habileté. Lorsque Hamelin ressent que son interlocuteur et lui ne s'écoutent plus, il le souligne, comme lors de sa conversation avec Emmanuel Ouellet. Il perçoit que la discussion n'est plus productive et le nomme, ce qui contribue à faire cesser le dialogue de sourds. Les terrains d'entente entre sa position athée et celle des croyants sont parfois très difficiles à délimiter, voire tout simplement impossibles à trouver. L'attitude du journaliste est plutôt rafraîchissante : malgré un certain malaise parfois apparent, on sent qu'il tente réellement de comprendre les mécanismes sous-jacents à cette tendance religieuse, plutôt que de se camper dans ses idées et ses croyances.

> « La pratique évangéliste profite, que ce soit volontaire ou non, de la vulnérabilité des gens pour leur tendre sur un plateau d'argent toutes les solutions à leur problème »

J'ai fini le documentaire avec une seule pensée en tête : pourquoi avons-nous si peur du vide? Je peux comprendre l'envie de se tourner vers la religion, qui offre des réponses toutes faites à des questions qui donnent le vertige. La religion comble ce manque de sens, mais n'adresse pas la question à la base : pourquoi ne pas savoir nous perturbe de cette façon? Si, collectivement, le vide nous faisait moins peur, peut-être que nous n'en serions pas à tenter de faire cohabiter des systèmes de croyances tous plus complexes les uns que les autres, et peut-être que la société serait plus ouverte à la différence. ⦸

Julia Couture
Collaboratrice

CINÉMA

Le retour de CINEMANIA : la francophonie au grand écran

Le Festival dévoile la programmation de sa 32*e* édition.

Le mois de novembre marque le lancement de la 32*e* édition du festival de films CINEMANIA. Fondé en 1995, CINEMANIA est aujourd'hui considéré comme le plus important festival de films francophones en Amérique du Nord et le plus ancien de sa catégorie. Chaque année, le festival accueille en salle des artistes et cinéphiles, cumulant, en novembre 2025, 100 000 entrées sur 13 jours pour sa 31*e* édition, et réunissant 170 films et 230 invités québécois et internationaux.

Cette année, l'événement se tiendra du 4 au 15 novembre avec 158 œuvres, dont 138 films, 16 séries et 4 expériences de réalité virtuelle. À cette occasion, Le Délit vous invite à découvrir les spécialités de l'édition 2026!



Félix Schaaf

Journées de la série francophone

CINEMANIA ouvre un nouveau chapitre avec les Journées de la série francophone, une nouvelle initiative qui permet à la création sérielle de rayonner au grand écran. Le festival propose 16 séries réparties en 12 séances, offrant au public un aperçu de ces œuvres grâce à la projection d'épisodes choisis. Les projections débuteront deux jours avant l'ouverture officielle, le 2 novembre. On y accueillera notamment Martin Matte avec *Les beaux malaises*, lors d'une séance de projection spéciale en miroir avec l'adaptation belge *Presque normal*, suivie d'une discussion animée par François-Pier Pélinard-Lambert, entre Martin Matte (créateur de *Les beaux malaises*) et Kody Kim (acteur principal de *Presque normal*).

Plusieurs séries sont d'ailleurs en première mondiale, comme *Je te tiens* de Marie-Claude Blouin et de Félix Tétreault, *Bête noire* de Sophie Dupuis, *Dégage* de Raphaël Massicotte, *Géants* de Miquela Houle et Vanessa Gauvin-Brodeur, *Un gars, une fille* de Guy A. Lepage, *Dernière seconde : requiem de minuit* de Frédérik D'Amours, *Champions* de Mylène Simard et de Jérémie Wookey, *Harmony* de Fabrice Pierre et *Milimo* de Dieudo Hamadi.

Belgique francophone à l'honneur

Chaque année, CINEMANIA met un pays à l'honneur. Après le Maroc en 2025, c'est la Belgique francophone qui prend le relais en 2026. Dans un communiqué, Jeanne Brunfaut, administratrice générale de la Culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et Pascale Delcomminette, administratrice générale de Wallonie-Bruxelles International, se félicitent de « la mise à l'honneur du cinéma belge à CINEMANIA [... qui offrent, *ndlr*] aux œuvres et aux artistes belges une visibilité accrue auprès du public nord-américain. »

Le festival accueillera notamment le chanteur Eddy de Pretto, qui présentera *Vigilante*, d'Olivier Pairoux, dans lequel il interprète un néo-justicier qui s'en prend à des pédophiles. Le réalisateur Lukas Dhont accompagnera également *Les braves* (*Coward*), un drame romantique sur fond de guerre porté par Emmanuel Macchia et Valentin Campagne, récipiendaires du prix d'interprétation masculine à Cannes. Figureront aussi *Notre salut*, d'Emmanuel Marre, qui a remporté le prix du meilleur scénario à Cannes, ainsi que *Soudain*, de Ryusuke Hamaguchi, pour lequel Virginie Efira et Tao Okamoto ont obtenu le prix d'interprétation féminine sur la Croisette.

Pour l'occasion, CINEMANIA met également en place *Schtroumpfmania*, une exposition inédite des dessins et des planches originales de Peyo, le créateur des Schtroumpfs. Celle-ci sera accessible gratuitement au public, à partir du 5 novembre à la Cinémathèque québécoise, et ce, jusqu'à la fin de l'événement.

Pour découvrir la programmation complète, Le Délit *vous encourage à visiter le site officiel de CINEMANIA : festivalcinemania.com.*

Jiayuan Cao
Éditrice Culture

EXPOSITION

Jeu d'esprit : quand la psyché se dévoile sur toile

Première exposition individuelle d'Allison Katz au Québec, au MBAM.

Rendez-vous au pavillon Jean-Noël Desmarais du Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM). Descendez l'escalier principal. Tournez à gauche. Au bout de ce court parcours, vous tomberez sur *Jeu d'esprit*, la première exposition d'Allison Katz présentée au Québec.

Montréalaise aujourd'hui établie à Londres, Katz est vue comme étant l'une des peintres les plus fascinantes de sa génération sur la scène internationale. Vingt ans après son départ, *Jeu d'esprit* marque ainsi son retour à sa ville natale.

En suivant le courant

Arrivé dans la salle d'exposition, on retrouve une carte sur le mur. Celle-ci indique l'ordre de la visite, numérotant les œuvres séparées en trois niveaux circulaires de 1 à 13 (en ordre d'extérieur à l'intérieur : 9 à 13; 1 à 4; 5 à 8).

On commence par le milieu (1 à 4). Dès l'entrée en salle, plusieurs peuvent reconnaître le paysage du canal Lachine, qui s'inscrit sur une toile à huile carrée. Entre les arbres aux feuilles jaunies par l'automne, le cours d'eau reflète le bleu du ciel comme un miroir naturel. Le côté droit de la composition montre un petit bateau accosté au rivage. En passant par le canal, elle revisite le paysage d'enfance et relie ses souvenirs à la matérialité encore présente aujourd'hui. Katz met sur toile différents éléments de sa vie, des fragments refoulés au fond de son esprit, en passant par son rêve d'adolescente de devenir actrice, à une Allison Katz encore enfant, qui frappe à une fenêtre.

Au noyau

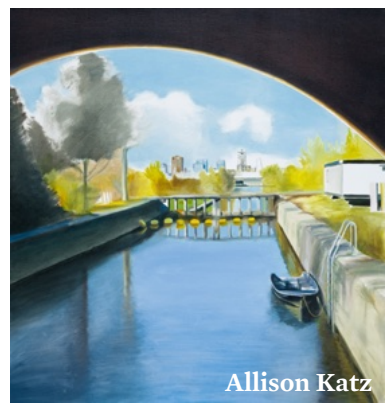
Si le premier niveau met en lumière les souvenirs conscients de Katz, celle-ci creuse davantage dans son inconscient dans le deuxième (5 à 8). S'inspirant de la psychanalyse freudienne, l'artiste nous guide vers le mécanisme fondamental de son processus de création. Elle explique : « J'ai appris à peindre et à poser en même temps, à être à la fois peintre et peinture. » Une idée parfaitement reflétée dans son œuvre intitulée « P-Coq avec portrait II ». Sur la toile, Katz dépeint une palette de peinture qui devient un paon. Il s'agit d'un hommage à la vraie palette utilisée lors de la réalisation de l'œuvre. À cette juxtaposition s'ajoute une reproduction miniature d'un portrait de Katz peint par Susannah Phillips en 2003, ce qui brouille la frontière entre l'art et la réalité. Le motif en arrière-plan mérite également qu'on y porte attention : combinée avec le fond rouge foncé, la palette prend une forme similaire à une bouche ouverte, un élément récurrent dans les œuvres de Katz. C'est un lieu d'ambiguïté, à la fois là où la nourriture entre et là où les mots sortent. En appliquant cette métaphore à la pratique de Katz, c'est l'objet d'inspiration qui ressort en création après une « mastication » méticuleuse.


Denis Farley

Regard vers le dehors

Le troisième niveau nous mène aux grands murs de la salle. Comme la disposition le suggère, le contenu des images se tourne également vers une perception plus externe. Le concept de juxtaposition demeure, notamment dans « Portes (Musée des beaux-arts de Montréal) ». Un trompe-l'œil grandeur nature reproduit les portes de la salle. Par un curieux hasard optique, Katz a remarqué que ces portes vitrées laissaient à la fois voir le décor de l'autre côté et reflétaient ce qui se trouvait derrière elle. En jouant avec cette illusion, l'artiste défie une fois de plus les limites qu'impose la réalité.

De plus, Katz apporte en salle Gradiva – personnage principal d'une nouvelle allemande écrite par Wilhelm Jensen en 1903, rendue célèbre le psychanalyste Sigmund Freud – dont le nom vient d'un bas-relief antique représentant une jeune femme en mouvement. Katz l'incorpore dans une série de trois peintures : « Catwalk », « Gradiva » et « Rediviva ». Le mouvement de la figure de Gradiva guide le public dans le sens de l'exposition. La dernière toile, « Redivida », ne se trouve même plus dans la salle. Elle est cachée, il faut la trouver. Les visiteurs sont ainsi invités à parcourir le musée pour conclure leur expérience de l'exposition, ce qui complète également l'interaction entre l'individu et l'environnement, la physicalité et la psyché, tout comme l'artiste existe à travers l'ensemble de son œuvre.


Allison Katz

L'exposition Jeu d'esprit *est à l'affiche au MBAM jusqu'au 14 mars 2027.*

Jiayuan Cao
Éditrice Culture

Le retour du *Rocky Horror Picture Show*

Le spectacle représenté pour la première fois à McGill!

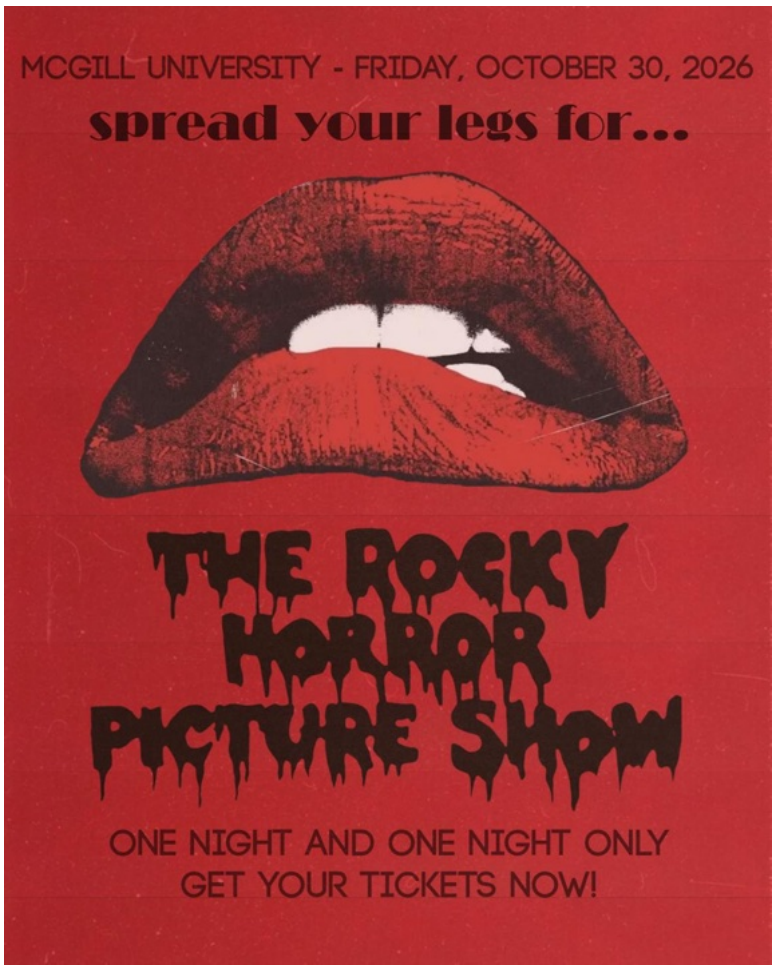


Photo tirée du compte Instagram @rockyhorromcgill

Octobre 2025 marquait le cinquantième anniversaire de la célèbre comédie musicale *The Rocky Horror Picture Show*. Cet automne, le spectacle se poursuit à Montréal, mais ne se limite pas seulement au cinéma interactif.

Pour la première fois à McGill, des étudiants se sont réunis pour présenter leur propre interprétation du *Rocky Horror Show*.

À quoi s'attendre?

Pour les « vierges » du *Rocky Horror Show* (nom donné aux spectateurs amateurs n'ayant jamais vu de représentation interactive du récit délirant), voici à quoi vous attendre.

La comédie musicale de 1975 retrace l'histoire d'un couple naïf venant de se fiancer et qui tombe en panne devant un château hanté. Les deux tourtereaux s'y réfugient alors pour la nuit et se retrouvent nez à nez avec... Dr Frank-N-Furter (interprété par Tim Curry), un « savant fou venu d'une autre planète ». Celui-ci leur présente sa nouvelle création, un homme blond et musclé nommé Rocky (Peter Hinwood) conçu à des fins sexuelles. S'ensuit une série d'évènements tous plus farfelus les uns que les autres qui ne manqueront pas de vous surprendre!

Au-delà du film en lui-même, le *Rocky Horror Picture Show* est connu pour sa folle expérience en salle à laquelle il est possible d'assister chaque année aux alentours de l'Halloween. Au programme : lancer d'accessoires (riz, eau, papier toilette...), réponses aux répliques des personnages (en criant évidemment) et costumes excentriques.

> « Le *Rocky Horror Picture Show* est connu pour sa folle expérience en salle »

Pendant la projection du film, des acteurs présents sur scène interprètent l'histoire en parfaite synchronisation. Ils incitent alors les spectateurs à participer en se déguisant, en entonnant les chants appris par cœur ou en lançant des objets sur les acteurs aux moments indiqués par ceux-ci.

Le *Show* à McGill

La représentation mcgilloise aura lieu ce 30 octobre, dans une salle du campus non nommée. Seuls les spectateurs seront mis au courant... intrigant, n'est-ce pas?

Le spectacle prendra la forme d'un « *shadow cast* », c'est-à-dire que la comédie musicale originelle sera projetée en fond. Les jeunes acteurs, eux, performeront en *lipsync* et en profiteront pour ajouter des blagues par-ci par-là.

La troupe, composée cette année précisément pour la mise en scène du *Rocky Horror Show,* a ensuite pour intention de remettre l'argent récolté par l'achat de billets et de sachets d'accessoires à deux types d'associations : *The Sameer Project* en Palestine et des collectifs de fonds d'entraide pour l'affirmation du genre à Tiohtià:ke.

Pour les intéressés, l'ensemble des informations ainsi que le lien vers la billetterie peuvent être trouvés sur le compte Instagram @rockyhorrormcgill. ⃠

Audrey Russier
Réseaux Sociaux

C'était ça ou mourir tire à sa fin

La suite de l'affaire Thélyson Orélien.

Cet article traite d'une mise à jour dans l'affaire Thélyson Orélien, accusé d'avoir utilisé l'intelligence artificielle dans le processus créatif de son roman C'était ça ou mourir. ***Pour découvrir les détails de l'histoire,*** *consultez l'article* Affaire Thélyson Orélien : une chasse aux sorcières? ***disponible dans l'édition du 30 septembre ou sur le site Internet du*** Délit.

C'est le mercredi 21 octobre que le couperet est tombé pour Thélyson Orélien : son éditeur québécois ne renouvellera plus leur collaboration. Dans un communiqué de presse, les Éditions du Boréal déclarent qu'elles « mettent fin à leur relation professionnelle avec Thélyson Orélien. De nouveaux éléments [...] indiquent que l'intelligence artificielle a été utilisée dans le processus d'écriture » du dernier roman de l'auteur, bien que ce dernier ait toujours nié y avoir eu recours.

Une décision finale

L'éditeur précise qu'il n'y aura aucune réimpression de *C'était ça ou mourir* de sa part et qu'il ne publiera aucun autre ouvrage de Thélyson Orélien. Pour l'auteur, c'est ici que prend définitivement la collaboration avec Boréal.

L'éditeur mentionne avoir accompagné Orélien dans la constitution d'un dossier visant à documenter tout le processus de création, ce qui aurait pu le disculper des accusations. Toutefois, à cette étape, il n'a pas été possible de trancher sur la question de l'utilisation de l'IA et Orélien n'a pas fourni de preuves supplémentaires.

> « L'éditeur précise qu'il n'y aura aucune réimpression de *C'était ça ou mourir* de sa part »

Une tentative de trouver la vérité

Les Éditions du Boréal expliquent qu'elles ont ensuite rassemblé « l'ensemble des versions de travail et commandé une analyse externe approfondie. Les résultats obtenus cette semaine ont révélé des traces de balises d'IA dans les métadonnées de certains documents. » La maison d'édition s'engage à « contribuer activement à la réflexion collective qui s'impose quant à la place de l'IA en littérature ».



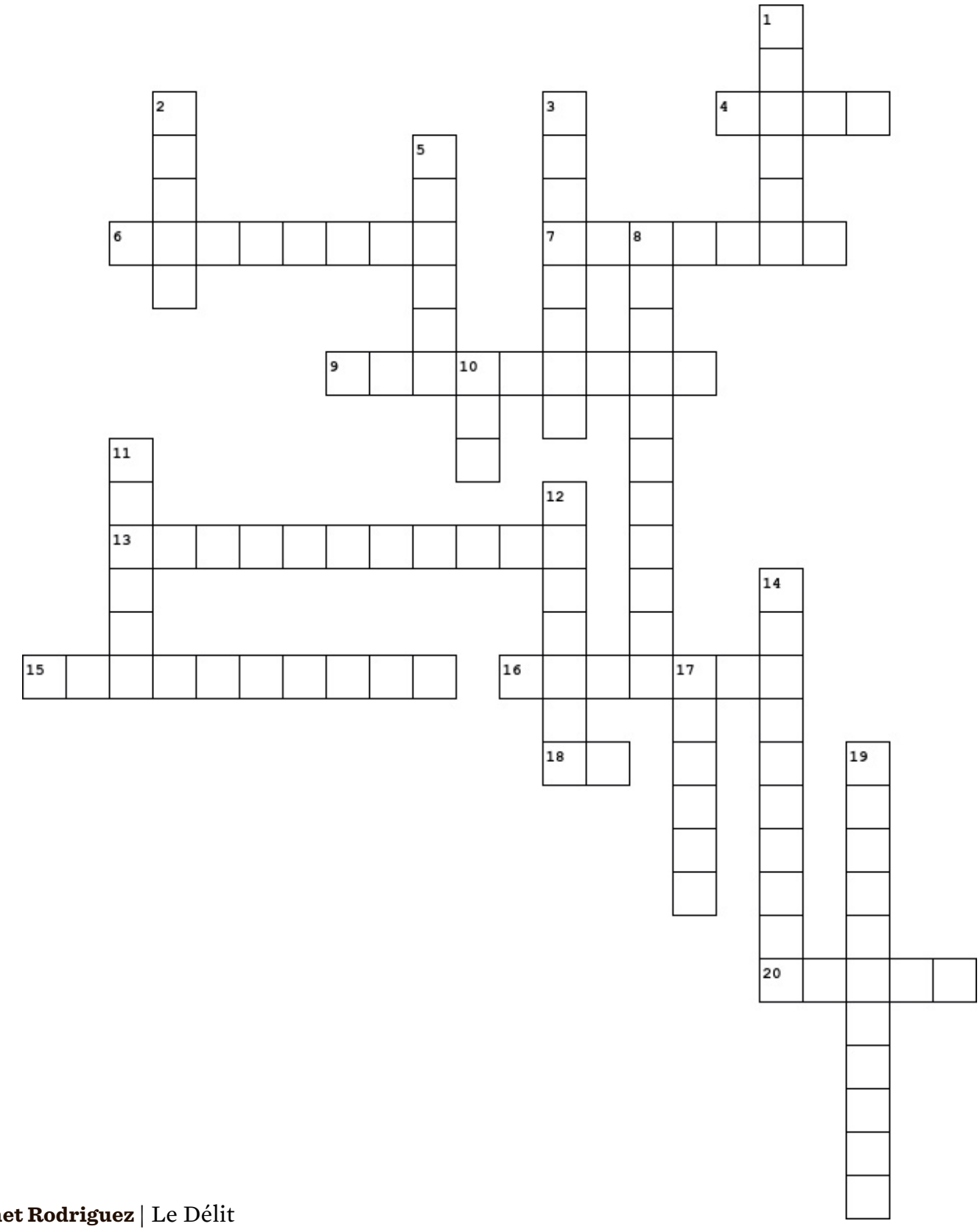
Ana Camila Torchia | Le Délit

En entrevue, Thélyson Orélien a confié à *Libération*, un média français, qu'il avait eu recours à l'IA à des fins de recherches, particulièrement historiques. L'auteur ajoute : « Je ne m'attendais pas à tout ça, je n'avais pas demandé à ce que le livre soit vendu dans plusieurs pays et nommé dans plusieurs prix. »

Le 13 octobre, le journal *Le Devoir* avait publié une lettre de l'auteur où ce dernier déclare : « J'ai eu recours çà et là à des outils pour des recherches, s'agissant notamment des idiomes étrangers. Mais aucune phrase de ce livre n'a été créée par une machine. » Il dit avoir expliqué son processus créatif à plusieurs amis et membres de sa famille. L'auteur qualifie les accusations d'utilisation de l'intelligence artificielle de « calomnie » et d'« hérésie ».

Après s'être défendu , Orélien reconnaît dans cette même lettre sa responsabilité pour le plagiat de plusieurs textes journalistiques, les qualifiant d'« erreurs de jeunesse ». Il soutient tout de même qu'il a commis « des erreurs inacceptables, malgré la jeunesse et l'inexpérience ». ⃠

Rose Langlois
Éditrice Culture



Catherine Brunet Rodriguez | Le Délit

Horizontal

4. Peintre montréalaise qui signe l'exposition *Jeu d'esprit*.

6. Télé-réalité québécoise par laquelle est passé le député d'Abitibi-Ouest.

7. Foulard brandi par Ruba Ghazal au Salon rouge en 2026.

9. Forme de discrimination liée à la couleur de la peau.

13. Type de justice axé sur la réparation des torts causés par une infraction plutôt que de punir le contrevenant.

15. Nom de la nouvelle vice-première ministre du Québec et députée de Terrebonne.

16. Journaliste auteur du documentaire choc *Faites du bruit pour Jésus*.

18. Technologie de rédaction au cœur du scandale littéraire québécois de 2026.

20. Organisation syndicale mcgilloise qui s'est dotée de son premier mandat de grève depuis sa création.

Vertical

1. Principes fondamentaux en droit autochtone qui visent à reconnaitre les réalités spécifiques de ces personnes lorsque vient la détermination de la peine.

2. Philosophe français qui prône l'absurdisme et qui est devenu le rival de Sartre.

3. Sociologue pour qui le crime permet de reserrer les liens de la conscience collective.

5. Maison d'édition québécoise qui a mis fin à ses liens avec Thélyson Orélien.

8. Révolution sociale et politique qui a pris de l'ampleur en Albanie après le dévoilement du nouveau projet immobilier de Jared Kushner.

10. Organisation internationale qui reconnait que l'Université hébraïque de Jérusalem est en partie construite sur des terrains reconnus comme étant obtenus illégalement par l'État israélien.

11. Autrice de l'ouvrage *Se défendre. Une philosophie de la violence*.

12. Nom de l'avocate qui représente M.Jeffrey Ewert.

14. Soutien-gorge en diamants au cœur d'un scandale de népotisme ou de favoritisme au défilé de *Victoria's Secret*.

17. Auteur qui rendu les relations toxiques célèbres en 1782.

19. Discrimination véhiculée par la promotion d'une image négative de la transidentité.